

INTRODUCTION GENERALE	3
PARTIE 1. QU'EST-CE QUE L'ECONOMIE ? A QUOI ÇA SERT ?	4
PARTIE II. GRANDS COURANTS DE LA PENSEE ECONOMIQUE	42
PARTIE III. INSTRUMENTS D'ANALYSE ECONOMIQUE	58
PARTIE IV. OBJECTIFS DE L'ETAT ET CARRE MAGIQUE	64
PARTIE V. MONNAIE ET FINANCEMENT DE L'ECONOMIE	68

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Ce cours de l'introduction à l'économie a pour objectif principal de faire connaître aux étudiants-es de la première année le champ d'intervention de l'économie et de se familiariser avec les notions de base de cette discipline. Ce cours ne peut pas porter l'ensemble des éléments pour discuter et traiter les différentes problématiques posées par la science économique. À cet égard, il est recommandé aux étudiants-es de consulter, à titre indicatif, la bibliographie suivante :

1. Joseph E. Stiglitz, Carl E. Walsh et Jean-Dominique Lafay. (2004). "Principes d'économie moderne", de (éd. De Boeck, 2004). Traduction de Françoise Nougues. Édition De Boeck. 926 pages. ISBN-10 : 2804152022. ISBN-13 : 978-2804152024
2. Samuelson P., et W. Nordhaus, (2005). "Économie", Édition Economica, 782 pages. ISBN-10 : 2717850805. ISBN-13 : 978-2717850802
3. Begg D., Fisher S., et Dornbusch R. (2002). "Macroéconomie", Édition Dunod. 414 pages. ISBN-10 : 210006830X. ISBN-13 : 978-2100068302
4. Longatte .J, & Vanhove P., (2001). "Économie Générale", Édition Dunod. 584 pages. EAN-13 : 9782100054220. ISBN-13 : 978-2-10-005422-0
5. Mankiw G., & Mark P. Taylor. (2015). "Principes de l'économie", Édition De Boeck. 1208 pages. ISBN-10 : 2804175170. ISBN-13 : 978-2804175177

Le plan de cours se présente comme suit :

- ➔ Partie I. Qu'est-ce que l'économie ? À quoi ça sert ?
- ➔ Partie II. Grands courants de la pensée économique
- ➔ Partie III. Instruments d'analyse économique : le Produit Intérieur Brut
- ➔ Partie IV. Objectifs de l'État et Carré magique
- ➔ Partie V. Monnaie et Financement de l'économie

PARTIE 1. QU'EST-CE QUE L'ÉCONOMIE ? À QUOI ÇA SERT ?

Cette partie a pour but de donner un aperçu global sur l'économie : sa définition, son objectif et les différents éléments de base pour comprendre et analyser son fonctionnement.

A. DÉFINITIONS DE L'ÉCONOMIE

1. L'origine de la notion de l'économie

Le concept "économie" vient du grec *oikonomia* : *oïkos* (maison) et *nomos* (administrer) ; soit l'art de bien administrer une maison, de gérer les biens d'un particulier ou de l'État.

D'après les Grecques, la notion de l'économie signifie "administration de la maison". Selon la littérature française, le mot « économie » est synonyme de « parcimonie ». Par extension, est économique tout ce qui permet d'atteindre l'objectif fixé avec un minimum de moyens.

L'économie est l'ensemble des activités d'une collectivité humaine relatives à la production, à la distribution, aux échanges et à la consommation des richesses (biens et services).

2. Les différentes définitions de l'économie

L'économie n'est considérée comme une science que si l'on parvient à délimiter son objet (préciser ses domaines de recherche) et sa méthode de connaissance scientifique (savoir comment observer, analyser et interpréter les phénomènes et les faits réels). Quant aux autres sciences, elles se donnent une seule définition de l'objet. Par exemple: pour la physique, c'est l'étude des phénomènes de la nature et pour la chimie c'est l'étude des corps minéraux et non minéraux.

Les raisons de la multiplicité des définitions de l'objet de la science économique sont expliquées par :

- **La complexité de la réalité socio-économique qui est évolutive:** les phénomènes économiques évoluent d'une époque historique à une autre et par conséquent la définition de l'objet de l'économique change aussi. L'économie européenne du Moyen âge a été dominée par la présence des principes moraux et

religieux alors que celle du 16e et 17e siècle a été caractérisée par la recherche du profit ou des moyens d'enrichissement d'une nation.

- **La complexité du comportement des individus qui forment la société:**

L'économiste ne peut être neutre vis-à-vis de la société dont elle appartient. Il porte ainsi ses valeurs morales et idéologiques. Cependant, dans d'autres domaines, comme la chimie, le chimiste est neutre vis-à-vis du corps qu'il étudie.

On retient ...

L'objet de l'économie est lié à un environnement économique, il est, donc, de caractère évolutif, de la science des richesses, à la science de l'échange et à la science de la rareté.

3. La problématique : «**Que, Comment et Pour Qui Produire**» ?

La problématique de l'économie (économie libérale) est d'essayer de répondre à la problématique suivante : «**Que, Comment et Pour Qui Produire**». Cette problématique est commune à toutes les sociétés, ce qui ramène l'activité économique à trois opérations fondamentales :

Production → Répartition → Consommation

Cette problématique soulève ainsi trois questions :

- **Que produire?**

La réponse évidente : Produire les biens et les services;

- **Comment produire?**

La réponse logique : Produire à partir d'utilisation des ressources;

- **Pour qui produire?**

La réponse rationnelle : Produire pour satisfaire les besoins des agents économiques.

Cependant, la réponse à la question « Que produire? » ne paraît pas si simple à répondre, car elle consiste à répondre à d'autres questions, comme : quels biens et quels services faut-il produire, et pour quelles quantités ?

La réponse à la question « Comment produire » pose aussi d'autres questions fondamentales liées à l'utilisation des ressources : qu'elles sont ces ressources, et pour quelles quantités ?

La réponse à la question « Pour qui produire » dépend des besoins des individus et de la collectivité (la société), ce qui implique l'obligation de faire un **choix**, Comment faire le choix, et pourquoi ?

B. NOTION DE BESOINS

Dans l'économie, on distingue deux besoins : besoins économiques et besoins non économiques.

1. Besoins non économiques

Les besoins non économiques se sont les besoins qui ne s'achètent pas, comme :

- somatiques (respirer, dormir)
- moraux
- spirituels
- affectifs, Émotionnels
- sociaux (parler, chanter)...

2. Besoins économiques

Les besoins économiques se sont les besoins qui ont (réclamé une activité de production comme :

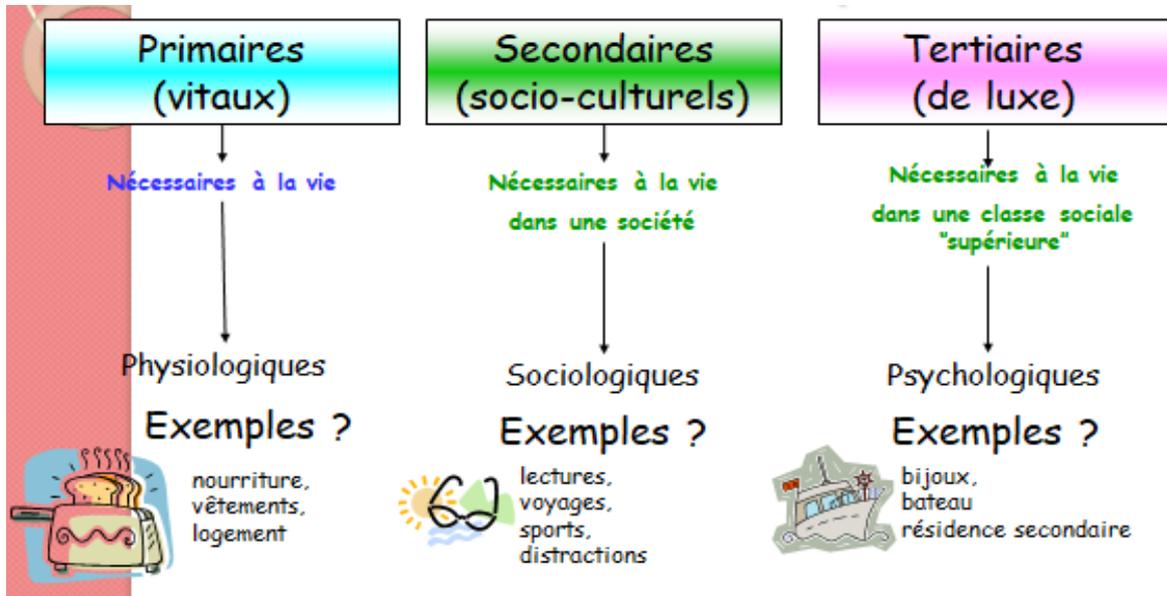
- habillements
- nourritures
- loisirs, voyages
- sécurité
- santé, logement...

À retenir...

- Un besoin non économique peut devenir un besoin économique.
- Dans l'analyse économique réalisée au long de ce cours, on s'intéresse qu'aux besoins économiques.

3. Catégories de besoins

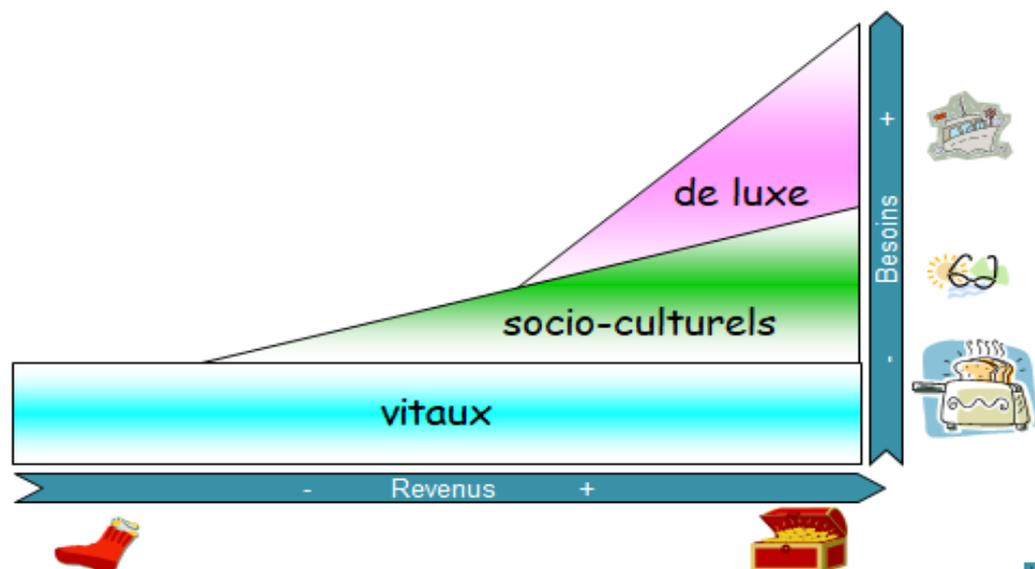
Le schéma suivant présente les trois catégories de besoins : besoins primaires ou vitaux, besoins secondaires ou socioculturels et besoins tertiaires ou de luxe.



Questions de réflexions :

- Un jeune Marocain, a-t-il les mêmes besoins qu'un jeune Français ou Japonais ?
- As-tu les mêmes besoins dans le temps ?

D'après la classification des besoins, nous constatons que la satisfaction de ces besoins est en fonction de l'accroissement du revenu. Plus le revenu augmente, plus l'individu peut satisfaire ses besoins qui sont *illimités*.



Le besoin ne dépend pas seulement du revenu, mais aussi d'autres conditions comme : la religion, le niveau d'éducation, l'âge, le sexe, le climat, et autres. Le besoin **est une exigence de la nature et/ou de la vie sociale...**

À partir des deux questions de réflexions précédentes, nous pouvons conclure que les besoins d'un individu sont différents dans **l'espace** (le besoin d'un jeune Marocain et celui d'un jeune Japonais) et dans **le temps (le besoin d'un individu dans ses différents âges)**. C'est ainsi, le besoin est une notion relative qui varie :

a. Dans le temps, en fonction :

- Du degré de développement économique et social;
- De l'évolution des mentalités et de l'innovation technologique.
- Des phénomènes de mode...

b. Dans l'espace, en fonction :

- Des croyances;
- De la catégorie socioprofessionnelle;
- Du lieu d'habitation...

4. Caractéristiques d'un besoin

Le besoin économique a deux caractéristiques principales : la satiété et la comparabilité.

a. La satiété: L'intensité d'un besoin diminue au fur et à mesure qu'il est satisfait ; au-delà d'une certaine satisfaction, le besoin est saturé, il peut même donner à une «désutilité ». Ceci renvoie au principe néoclassique de l'utilité marginale décroissante.

b. La comparabilité : Tout individu est capable d'établir une hiérarchie dans l'intensité de ses besoins et d'établir des priorités.

Il faut noter que pour certains besoins, il n'y a pas de saturation, c'est-à-dire que certains besoins ne diminuent pas avec leur satisfaction (besoin de musique, besoin intellectuel, besoin d'information sur l'actualité...)

C. BIENS ET SERVICES : PRODUITS

La satisfaction d'un besoin est obtenue à partir d'un bien et/ou d'un service. De même pour le bien ou service, on distingue le bien non économique et le bien économique.

Un bien est dit économique s'il répond aux trois caractéristiques suivantes :

- a. **L'utilité ou l'aptitude à satisfaire un besoin** : l'utilité est relative, dépend du temps et de l'espace. Par exemple, le pétrole n'était pas un bien économique avant l'invention du moteur à explosion.
- b. **La disponibilité** : la possibilité de se procurer de ce bien en tout temps.
- c. **La rareté** : Un bien qui est disponible en quantité illimitée n'est pas un bien économique. L'air, par exemple n'est pas un bien économique, puisque bien qu'il satisfasse un besoin essentiel celui de respirer, il n'est pas rare ; c'est un bien libre.

Dans les études économiques, on s'intéresse au bien ou service issu d'un processus de production en cherchant à répondre à un certain nombre de questions, par exemple comment produire? Comment les biens doivent-ils être produits ? Quelles ressources doit-on utiliser ? Quelles techniques doit-on employer ?

D. FACTEURS DE PRODUCTION

Les facteurs de production représentent les ressources utilisées pour produire et qui ne sont pas détruites ou transformées durant le processus de production. Les facteurs de production traditionnels sont le capital (K) et le travail (L).

Pour satisfaire ses besoins, l'homme dispose de trois types de ressources qui sont fournies par la nature, par les hommes et par le capital physique. Ces ressources utilisées dans l'acte de production sont appelées les facteurs de production :

- ❖ Les ressources naturelles
- ❖ Les ressources humaines
- ❖ Le capital physique

1. Les ressources naturelles

Une ressource naturelle est un bien ou service fourni par la nature sans altération par l'être humain. Elle est "une substance, un organisme, un milieu ou un objet présent dans la nature et qui fait, dans la plupart des cas, l'objet d'une utilisation pour satisfaire les besoins des humains, animaux ou végétaux" (Wikipédia, 2018). Il y a trois sources de la ressource naturelle : la terre, le ciel et la mer.

La ressource naturelle peut s'agir des matières premières minérales, de l'énergie solaire et éolienne, etc. Elle est soit renouvelable ou non renouvelable. Il faut noter qu'une ressource naturelle est une ressource renouvelable quand son stock peut se reconstituer sur une période courte à l'échelle humaine de temps, en se renouvelant au moins aussi vite qu'elle est consommée.

2. Les ressources humaines

Les ressources humaines ont pour objectif d'apporter à l'économie (les entreprises, la banque, les administrations publiques...) le personnel nécessaire à son bon fonctionnement. Ceci implique de lui assurer le **nombre** suffisant, mais aussi **compétent**, **motivé** et en **bonne santé** pour le bon fonctionnement de l'organisation. C'est ainsi, les ressources humaines dépendent des éléments suivants :

- ❑ **le nombre** : la fertilité, mouvement migratoire, la pyramide des âges, régulation des naissances, réduction de la mortalité...
- ❑ **la santé** : nutrition, espérance de vie...
- ❑ **la qualité** : les connaissances, la formation professionnelle, la maîtrise de la technologie...

Le nombre, la santé et la qualité ne sont ni stables dans le temps ni identiques entre les pays. Ils changent selon le niveau de développement du pays et des conditions climatiques. À cet effet, les ressources humaines dépendent du **temps** et de **l'espace**.

3. Le capital physique

Le capital physique est l'ensemble d'éléments qui servent à produire d'autres biens. Au sens large du concept, il comprend les autoroutes, les chemins de fer, les

barrages, les installations d'irrigations, les tracteurs, les charrues, les usines, les camions, les voitures. On distingue :

□ **Le capital fixe** : il est l'ensemble des biens d'équipement durables qui permettent d'accroître l'efficacité du travail comme les machines, les équipements du transport et les bâtiments.

□ **Le capital circulant** : il est l'ensemble des biens non durables qui sont transformés en vue de produire d'autres biens ; ce sont les matières premières et les produits semi-finis.

E. CHOIX DES TECHNIQUES DE PRODUCTION

Pour produire, le producteur est obligé de faire un choix puisque les ressources sont rares. Autrement dit, il est sensé de répondre aux questions suivantes : quels sont les facteurs de production que nous devons utiliser pour produire les biens et services ? Quelles sont les quantités que nous devons utiliser pour maximiser sa production ? Comment ce choix peut-il se faire ?

La réponse à ces questions se trouve dans l'étude des deux lois largement citées dans la littérature économique : **la loi des rendements décroissants** et **la loi de la rareté et des choix** qui renvoie à **la loi des coûts croissants**.

1. La loi des rendements décroissants

Pour comprendre et définir la loi des rendements décroissants, nous supposons qu'un agriculteur veut maximiser sa production annuelle sachant qu'il possède une terre de 4ha (le capital est fixe) ; ce qui implique sa production annuelle dépendra du nombre des travailleurs à recruter. Si l'agriculteur recrute chaque année un seul travailleur, sa production annuelle a une tendance haussière. Quand l'agriculteur doit-il arrêter d'embaucher d'autres employeurs? C'est-à-dire, il n'a pas intérêt à recruter d'autres travailleurs.

Les données de sa production totale annuelle sont présentées comme suit :

L	PT	PmL	PML
1	50	50	50
2	110	60	55
3	135	25	45
4	150	15	37.5
5	150	0	30
6	132	-18	22

Avec :

L est nombre des travailleurs recrutés ;
 PT est la productivité totale annuelle ;
 PmL est la productivité marginale des travailleurs ;
 PML est la productivité moyenne des travailleurs.

Dans cet exemple :

- La PT dépend seulement de nombre des travailleurs recrutés :

$$PT = f(L)$$

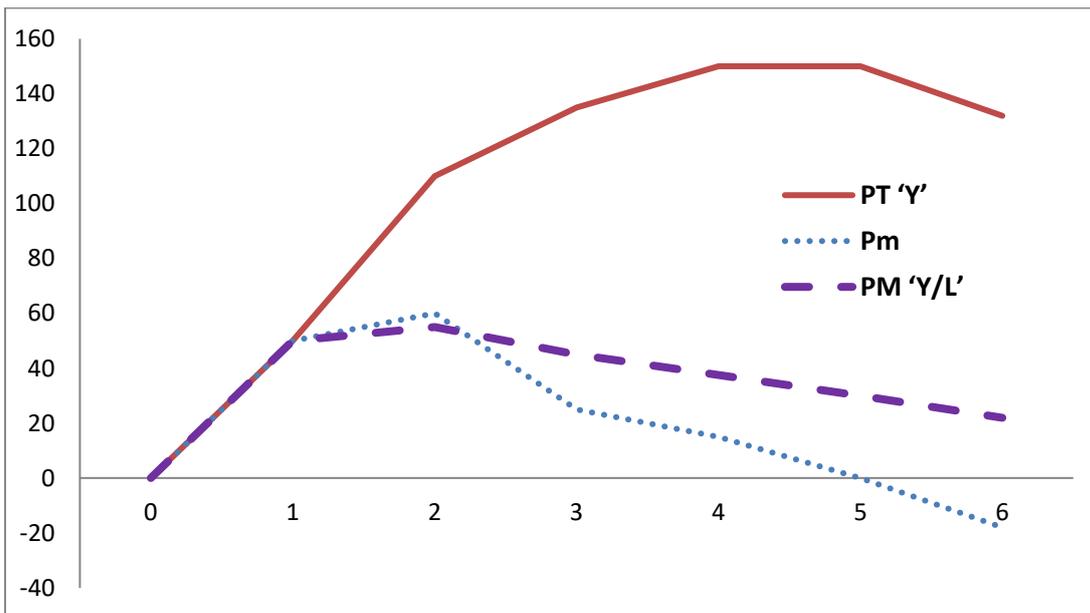
- La PML est calculée comme suit :

$$PML = \frac{PT}{L}$$

- La PmL est calculée de la manière suivante :

$$PmL = \frac{PT_t - PT_{t-1}}{L_t - L_{t-1}}$$

Les graphiques du PT, la PmL et la PML se présentent comme suit :



À partir de la figure précédente, nous remarquons que :

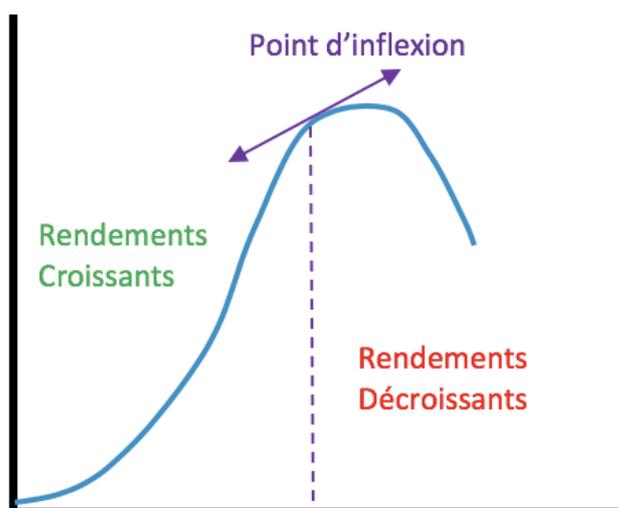
- ➔ La production totale croît, mais de moins en moins à partir du 3^e travailleur;
- ➔ La production moyenne est décroissante à partir du 3^e travailleur ;
- ➔ la production marginale est décroissante à partir du 3^e travailleur.

On peut conclure que la production totale annuelle PT, notée Y, est fonction de deux facteurs de production, la terre, comme facteur fixe, et le travail, comme facteur variable. Cette relation est appelée **la fonction de production** ou encore **la**

technologie de production. Elle se définit comme étant une relation technique entre les quantités produites (output) et les quantités de facteurs de production utilisées (inputs) :

$$Y = f(K, L)$$

Sa représentation graphique est la suivante :



Le concept productivité mesure l'efficacité de la combinaison productive d'une unité de production. La productivité moyenne du travail est le rapport entre la productivité totale et le nombre de travailleurs ou le nombre total d'heures travaillées. La productivité marginale du travail est le rapport entre la variation de la productivité totale et la variation du nombre de travailleurs ou du nombre total d'heures travaillées. Cette dernière mesure la productivité d'une unité additionnelle du travail. Dans notre exemple, si le travailleur embauche de plus en plus des travailleurs sans augmenter la superficie de la terre, ceux-ci finiront par se gêner en entraînant une diminution de la productivité et donc des rendements.

Selon le lexique économique, la loi des rendements décroissants est un concept développé par l'économiste **David Ricardo** qui l'a appliqué à l'agriculture en affirmant que plus des terres sont exploitées pour faire face à l'accroissement de la population, moins elles seront fertiles et les rendements diminueront. "L'exploitation des ressources est donc rentable pour un petit nombre de personnes, mais lorsque la population augmente et nécessite l'exploitation d'autres ressources, celles-ci sont moins productives. Cette théorie rejoint celle de l'économiste **Thomas Malthus** qui

soutient que la hausse de la population engendre la réduction des ressources disponibles."

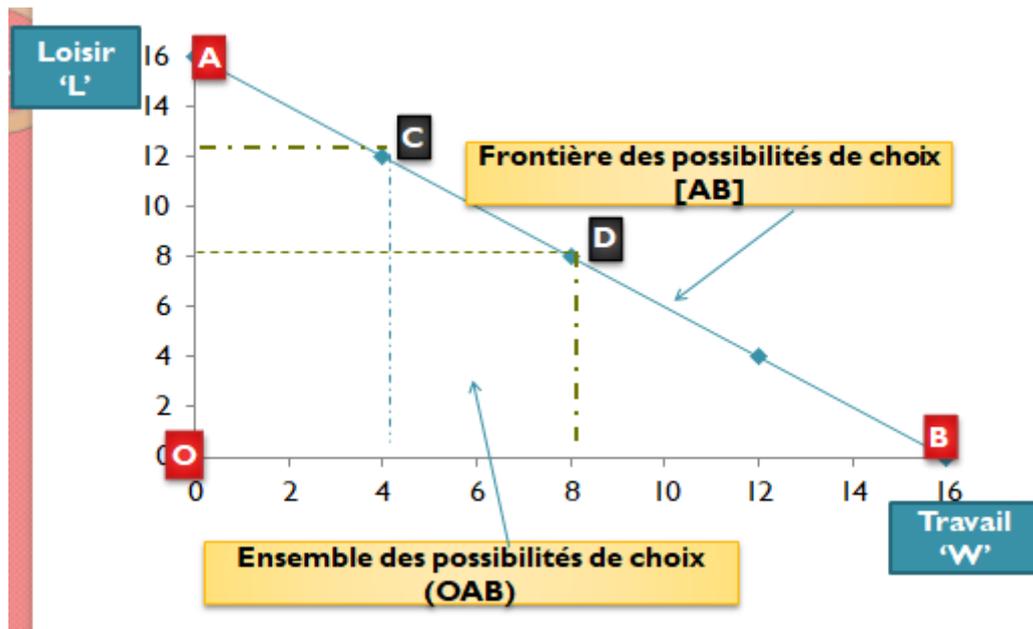
Un autre exemple de rendement décroissant : "l'exploitation des gisements du pétrole correspond à un rendement décroissant, en effet, les coûts d'exploitation étaient faibles lorsque les gisements étaient proches de la surface du sol. Mais plus les ressources en pétrole s'amenuisent en conséquence de la forte demande, plus les coûts d'exploitation augmentent et ne sont donc plus rentables."

2. La loi de la rareté et des choix

La bonne gestion des biens est indispensable puisque ses biens sont rares. Cette opération consiste à faire des choix; c'est-à-dire, il consiste à procurer un maximum de satisfaction pour un minimum de coût. Par conséquent, le problème devient un problème d'allocation des ressources.

Tout choix implique un coût puisque si l'on veut avoir plus d'un bien, il faut renoncer au moins à un. Pour cette raison, on procédera, dans un premier temps, à une illustration de la rareté par la courbe des possibilités de choix, puis on déterminera le coût supporté par ce choix qui découle de la contrainte de la rareté. Pour y arriver, nous supposons qu'un individu est devant un problème de l'usage du temps comme ressource rare.

Si, on dispose que l'individu dispose de 16 heures qui seront à répartir entre le travail (w) et le loisir (L) sachant que le reste d'heures (8 h par jours) est suffisant pour renouveler sa force de travail et se reposer. Sa courbe des possibilités de choix se présente comme suit :



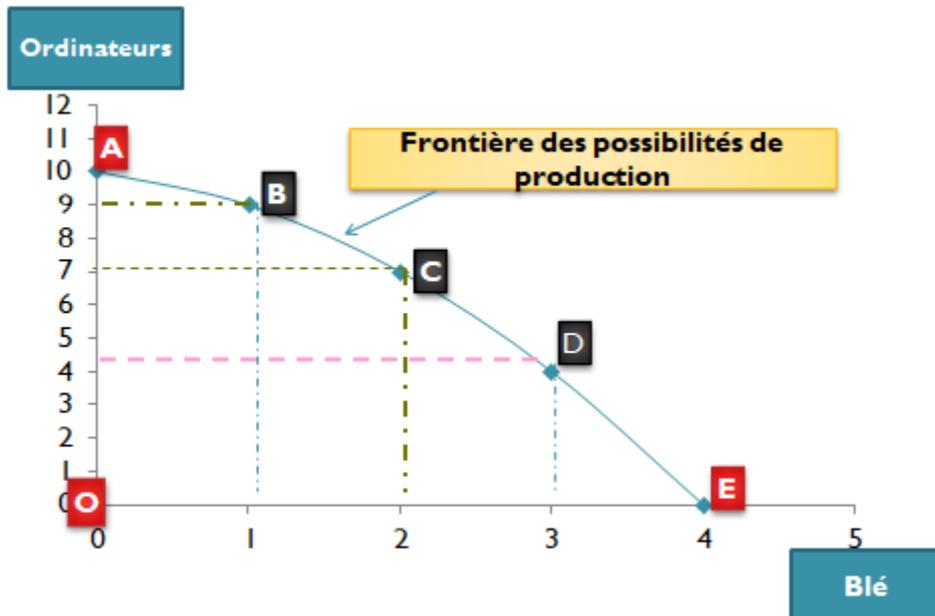
Le triangle AOB représente l'ensemble des possibilités de choix pour l'individu. Un point à l'intérieur du triangle représente une possibilité de choix, et le segment [AB] représente aussi les possibilités de choix, mais il retrace la frontière des possibilités de choix : le point A représente la possibilité $L=16$ et $W=0$ ($L+W=16$) et le point B représente la possibilité $L=0$ et $W=16$ ($L+W=16$). En passant d'un point à l'autre de la frontière des possibilités de choix, par exemple du point A à C, l'individu veut travailler 4 heures de plus, il doit donc renoncer à 4 heures de loisir. De sorte qu'il faut sacrifier une heure de loisir pour avoir une heure de travail de plus et inversement ; ce qui implique que son sacrifice est constant est égal à 1.

À l'échelle d'un pays, la courbe des possibilités de choix traduit les choix offerts à un pays quant à l'usage de ces ressources rares. Supposons, cette fois-ci, que le pays décide de produire, en plus de blé (bien X), des ordinateurs (bien Y). Le tableau suivant résume les possibilités de production :

Possibilités	Blé en millions de Kg (bien X)	Ordinateurs en mille U (bien Y)
A	0	10
B	1	9
C	2	7
D	3	4
E	4	0

Source : Ridha CHKOUNDALI, 2006

La courbe des possibilités de production



En passant de A à B sur la frontière des possibilités de production, pour pouvoir produire 1 million de kg de Blé supplémentaire, cette économie doit renoncer à produire mille ordinateurs, sinon il est impossible de produire à la fois 10 000 ordinateurs et 1 million de kg de blé puisque les ressources sont rares.

A retenir...

Pour produire plus d'un bien, l'économie nous oblige à renoncer à produire une partie de l'autre bien.

→ La rareté des ressources nous oblige à faire des choix

La frontière (ou la courbe) des possibilités de production signifie que l'économie est en situation de plein emploi puisqu'elle utilise toutes ses ressources pour produire des ordinateurs et/ou des blés. En dessous de cette courbe, l'économie n'a pas utilisé pleinement toutes ses ressources, donc elle est en situation de **sous-emploi** ou **d'inefficience**. Il en résulte alors du chômage parce que le travail est une ressource qui est utilisée pour produire ces deux biens. Au-dessus de cette courbe, les combinaisons de biens (blé (bien X), ordinateurs (bien Y)) ne peuvent pas être réalisées avec les ressources existantes.

3. La loi des coûts relatifs croissants

La loi des coûts relatifs croissants mesure le rapport de la substitution d'un bien par rapport à un autre bien. Autrement dit, elle est le rapport de la quantité à laquelle on renonce bien Y à la quantité qu'on obtient du bien X, il est égal à :

$$T = \left| \frac{\Delta Y}{\Delta X} \right|$$

Dans le cas précédent, on a : $T = \left| \frac{\Delta \text{des ordinateurs}}{\Delta \text{des pommes de la terre}} \right|$; Donc, on aura les résultats suivants:

- De A à B: $\left| \frac{9-10}{1-0} \right| = 1$
- De B à C: $\left| \frac{7-9}{2-1} \right| = 2$
- De C à D : $\left| \frac{5-7}{3-2} \right| = 3$
- De D à E : $\left| \frac{0-4}{4-3} \right| = 4$

On constate que le coût relatif des pommes de terre en concepts des ordinateurs est croissant : c'est **la loi des coûts relatifs croissants**. Pour produire des quantités supplémentaires d'un bien, l'économie doit renoncer à produire des quantités toujours croissantes de l'autre bien. La loi des coûts croissants qui trouve son explication dans la loi des rendements décroissants

4. Relation entre la loi des rendements décroissants et la loi des coûts croissants

Supposons que:

- il y a seulement deux secteurs dans une économie: le secteur agricole et le secteur industriel.
- Le facteur capital est fixe pour les deux secteurs.
- Le facteur travail est variable, l'économie dispose de 15 travailleurs.

Soit les résultats suivants:

Possibilités	Nbre trav. Ind	Prd. Ind	Nbre trav. Agr	Prd. Agr.
A	15	30	0	0
B	14	29	1	20
C	13	28	2	30
D	12	27	3	37
E	11	26	4	42
F	10	25	5	45
G	9	24	6	47
H	8	23	7	46

La productivité marginale (Pm) du secteur agricole et le coût relatif croissant (T) entre le secteur industriel et le secteur agricole se présentent comme suit :

Possibilités du secteur agricole	Pm	Coût relatif (*) T
A à B	20	1/20
B à C	10	1/10
C à D	17	1/7
D à E	5	1/5
E à F	3	1/3
F à G	2	1/2
G à H	-1	1

(*) Le coût relatif d'une unité de produits agricoles en concepts d'unités de produits industriels.

Interprétation:

- En concept de la production: la production agricole s'effectue selon la loi des rendements décroissants puisque chaque travailleur nouveau provenant du secteur industriel contribue à la production agricole, mais avec un rendement marginal décroissant: le 1^{er} permet d'augmenter la production de 20 unités alors que le deuxième ne concourt à l'augmentation de celle-ci que de 10 unités et ainsi de suite.
 - En concepts de coût relatif des produits agricoles en concepts de produits industriels :
- de A à B, le transfert du 1^{er} travailleur de l'industrie à l'agriculture permet d'accroître la production agricole de 20 unités supplémentaires contre une renonciation d'une unité de production industrielle → 20 unités de produits agricoles coûtent une unité de produits industriels ou une unité de produits agricoles coûte 1/20 d'unités de produits industriels.
- de B à C, le transfert du deuxième travailleur de l'industrie à l'agriculture permet d'obtenir 10 unités supplémentaires de produits agricoles contre une baisse d'une unité de produits industriels → une unité de produits agricoles coûte 1/10 unité de produits industriels.

A retenir...

- au fur et à mesure qu'un travailleur nouveau quitte l'industrie à l'agriculture, le coût relatif d'une unité de produits agricoles en concepts d'unités de produits industriels est croissant.
- l'explication de la croissance des coûts réside dans la décroissance des rendements puisque plus on introduit des

travailleurs sur une superficie de terre limitée, plus la productivité de ces travailleurs est faible.

F. AGENTS ÉCONOMIQUES OU SECTEURS INSTITUTIONNELS

POUR QUI PRODUIRE? Comment les richesses sont-elles réparties entre les membres de la société ? Quels sont ces membres ?

L'économie essaye de répondre à ces questions en fixant l'activité principale et les rôles de chaque agent économique ou secteurs institutionnels. Selon le Haut-Commissariat au Plan (HCP) du Maroc, on peut distinguer les agents économiques suivants:

1. Ménages
2. Institutions Sans but Lucratif aux services des ménages (ISBLSM)
3. Administrations publiques
4. Sociétés et quasi-sociétés non financières (SQNF)
5. Sociétés financières (SF)
6. Reste du Monde

1. Les ménages individuels ou collectifs

Définition

Le ménage est défini comme l'ensemble des individus qui vivent sous le même toit, qu'ils aient ou non des liens de parenté. Ce secteur comprend les ménages ordinaires, les unités de consommation collective (les cités universitaires, les internats, les casernes...), etc.

Principale fonction économique

Leur fonction principale est la consommation finale des biens et services marchands et non marchands, produits par les entreprises et les administrations.

Rôles économiques

- Fournir de la force du travail aux entreprises, administrations publiques et privées ;
- Verser ou recevoir des transferts ;

- Produire des biens et services dans le cas des entrepreneurs individuels ;
- Vente des biens et des services dans le cas des entrepreneurs individuels,
- Faire des épargnes ;
- Faire des rémunérations des facteurs de production (salaires, intérêts, dividendes, loyers,...),...

2. Administrations publiques

Définition

Ce secteur représente toutes les activités réalisées par l'État. Les administrations publiques disposent d'une double fonction principale : la production des services non marchands pour la collectivité et la redistribution du revenu ou de la richesse. Ce secteur comprend l'ensemble des organismes publics centraux, régionaux et locaux.

Principale fonction économique

La fonction principale est de produire des services non marchands destinés à l'ensemble des citoyens, et assurer une certaine redistribution des revenus.

Rôles économiques

- Assurer un rôle de la production des biens et services marchands par l'intermédiaire de ses établissements (ORMVA, PTT, ONEP...) ;
- Assurer un rôle appréciable dans la consommation finale par l'approvisionnement de ses institutions civiles et militaires et par la Consommation intermédiaires de ces établissements ;
- Assure un rôle de la régulation du circuit économique en mettant en œuvre des politiques économiques (politique monétaire, politique fiscale, contrôle des prix ...).

3. Administrations Privées

Définition

Les administrations privées ou les institutions sans but lucratif aux services des ménages (ISBLSM) font appel à l'esprit de coopération, et parfois aux volontariats de leurs adhérents. Ce secteur institutionnel regroupe l'ensemble des organisations

privées: les partis politiques, les syndicats, les coopératifs, les associations culturelles, sportives, humanitaires ou autres.

Principale fonction économique

Leur fonction principale est la fourniture des services non marchands ou marchands.

Rôles économiques

- Fournir des services non marchands à leurs adhérents ;
- Défendre les intérêts communs de leurs adhérents...

4. Sociétés et quasi-sociétés non financières (SQNF)

Définition

Les SQSNF regroupent les sociétés ainsi que les quasi - sociétés qui ont une autonomie de décision et une action importante telles que les succursales au Maroc d'unités non résidentes, les quasi - Sociétés publiques qui sont juridiquement des Administrations, mais qui vendent la majeure partie de leur production.

Ce secteur comprend les entreprises (industrielles, commerciales, agricoles...), les organismes publics de production de biens et services (ONCF, OCP, ONE,...) et les quasi-sociétés (les organismes publics et les filiales des entreprises internationales implantées au Maroc).

Principale fonction économique

La production des biens et des services marchands non financiers pour la société.

Rôles économiques

Les rôles des SQNF consistent à :

- Identifier et étudier les projets de production des biens et services ;
- Se procurer le capital argent nécessaire à la réalisation des projets choisis ;

- Transformer le capital argent en moyens de production physiques ;
- Réaliser la production des biens et services en combinant les facteurs de production ;
- Porter les biens (ou les services) produits pour les vendre sur les marchés ;
- Faire des rémunérations des facteurs de production (salaires, intérêts, dividendes, loyers...).

5. Sociétés financières

Définition

Ce secteur regroupe l'ensemble des unités institutionnelles comme les entreprises d'assurances et les institutions de crédits.

Principale fonction économique

La fonction principale des sociétés financières est d'assurer le financement de l'économie.

Les rôles des Sociétés financières

- Collecter l'épargne des ménages.
- Transformer les fonds provenant de l'épargne de court concept en épargne à long concept ;
- Accorder des crédits à court concept pour faciliter les opérations commerciales entre les fournisseurs et les clients et, aussi, pour assurer la liquidité de la trésorerie des entreprises ;
- Distribuer des crédits à moyen et long concept aux entrepreneurs ;
- Assurer la vie et l'incendie...

6. Le « reste du monde » ou le secteur fictif

Définition

Ce secteur regroupe tous les agents économiques dont le lieu de résidence se trouve en dehors du territoire non résident. Il regroupe toutes les catégories d'agents économiques non résidents, privés et publics, quelle que soit la nature de leur activité.

Principale fonction économique

Leur fonction principale consiste à réaliser des importations et des exportations entre unités résidentes et unités non résidentes.

Rôles économiques

- Acquérir les matières premières, les équipements, les biens et les services de consommations finales, les technologies nouvelles;
- Accéder aux marchés internationaux de capitaux pour se procurer des financements ;
- Écouler les excédents de production qui ne trouvent pas des débouchés à l'échelle locale/ nationale.
- Absorber les excédents de main-d'œuvre et de cadres, qui ne trouvent pas d'emploi localement...

G. LES MARCHÉS

Le marché est un lieu réel ou théorique où s'effectuent les échanges entre les vendeurs et les acheteurs. Le type du marché est déterminé en fonction de la nature de bien ou de service vendu (offre) et acheté (demande). En effet, les marchés permettent une adaptation continue de la structure du tissu productif à la structure des besoins d'une société.

Rôle des marchés dans l'économie :

- ❖ fixer les niveaux de prix pour tous les biens et les services, ainsi que pour les facteurs de production ;
- ❖ assurer l'échange de toutes sortes de production entre les producteurs et les consommateurs.

1. Principaux types de marchés :

En général, il existe trois types de marchés : le marché des biens et services, le marché du travail, et le marché des capitaux.

1.1. Le marché des biens et services

Le marché des biens et services est un lieu où se rencontrent les désirs des consommateurs, exprimés par leurs demandes individuelles, et les désirs des producteurs exprimés par leurs offres individuelles de vente.

Au niveau global / macroéconomique :

- L'offre globale = \sum des offres individuelles
- La demande globale = \sum des demandes individuelles.

À l'équilibre, on peut écrire : l'offre globale = la demande globale. Cette équation permet de déterminer le prix et la quantité d'équilibre.

1.2. Le marché du travail

Le marché du travail est un marché où se rencontrent les vendeurs de force de travail (les ouvriers) et les acheteurs du travail (les employeurs).

1.3. Le marché des capitaux

Au niveau du marché des capitaux, on distingue trois types de marchés : le marché monétaire, le marché des capitaux à court terme et le marché financier.

1.3.1. Le marché monétaire

Le marché monétaire est un marché dans lequel les transactions portent sur la liquidité à très court terme (CT) à savoir d'une durée d'une journée à 90 jours. Les opérations dans le marché monétaire consistent en ventes ou en achats d'effets de commerce privés ou publics, ou en des « prises en pensions » de ces effets, contre de la monnaie liquide.

Les **opérateurs de marché monétaire** sont les banques ordinaires, le trésor public et ces agences, les compagnies d'assurances et les caisses de retraite.

Concernant **le rôle de la banque centrale** (BC), elle peut intervenir pour équilibrer l'offre et la demande de liquidités monétaires, en achetant ou en vendant des effets de commerce (Open market).

Taux d'intérêt du marché monétaire, on distingue :

- a. **Le taux de la Banque Centrale** : La prise en pension des effets de commerce par la BC en appliquant un taux appelé taux de réescompte avant d'être payée en monnaie par les commerçants sur qui ces effets sont tirés.

b. *Le taux d'intérêt des banques ordinaire* : Les banques appliquent deux types de taux d'intérêt:

- Un taux débiteur appliqué aux clients qui ont un compte débiteur, ceux qui ont tiré sur leurs comptes plus que les provisions qu'ils contenaient.
- Un taux créditeur appliqué aux clients qui ont des comptes dont le solde est créditeur.

1.3.2. Le marché des capitaux à court concept

Le marché des capitaux à court concept (CT) est un marché dont les transactions portent sur l'échange des titres de création à CT contre de la monnaie liquide dont l'échéance varie entre trois mois et deux ans.

Les demandeurs de ce marché sont:

- ✓ les industriels ;
- ✓ les commerçants ;
- ✓ les opérateurs de bourse ;
- ✓ le trésor public.

Les offreurs de liquidités à CT sont:

- ✓ les détenteurs de l'épargne liquide à CT dans les banques ;
- ✓ les entreprises ayant des fonds de roulement excédentaires ;
- ✓ les institutions financières non bancaires disposant de ressources liquides (caisse d'épargne, société d'assurance...) ;
- ✓ les détenteurs de capitaux non-résidents, qui sont attirés par des taux d'intérêt élevés.

1.3.3. Le marché financier (marché des titres)

Le marché financier ou la bourse des valeurs est le lieu d'émission et d'échange de titres à long concept (plus de 5 ans), appelés valeurs mobilières (actions et obligations).

→ Une action: est un titre émis par une entreprise et qui représente une part de son capital social. L'actionnaire est propriétaire d'une partie du capital de la société, et il dispose des droits suivants:

- ❖ Perception d'une rémunération (dividende) dont le montant dépend des résultats de l'entreprise ;
- ❖ Participation aux décisions de l'entreprise ;
- ❖ Participation au produit de la liquidation de la société en cas de vente ou de dissolution.

→ Une obligation: est un titre ou une valeur mobilière représentant une créance, un prêt à LT de l'obligataire sur la société. L'obligataire dispose de deux droits:

- ❖ Droit à la perception d'un intérêt annuel généralement fixe ;
- ❖ Droit au remboursement de la valeur nominale de l'emprunt à l'échéance fixe.

2. Les structures de marchés

Les structures de marchés sont identifiées selon deux critères fondamentaux:

→ le critère géographique, on peut distinguer

- ✓ Le marché intérieur ou national ;
- ✓ Le marché extérieur ou de l'exportation et l'importation ;
- ✓ Le marché local ou régional...

→ Le nombre d'acheteurs et de vendeurs présents sur les marchés, le tableau ci-dessous résume les cas possibles.

Vendeurs	Un grand nombre	Un petit nombre	Un seul
Acheteurs			
Un grand nombre	Marché de concurrence	Oligopole	Monopole
Un petit nombre	Oligopsone	Oligopole bilatéral	Monopole contrarié
Un seul	Monopsone	Monopsone contrarié	Monopole bilatéral

H. OPÉRATIONS ÉCONOMIQUES

Les échanges entre les différents agents économiques donnent lieu à diverses opérations macroéconomiques. La comptabilité nationale les regroupe en trois grandes catégories :

- a. les opérations sur biens et services;

- b. les opérations de répartition, et
- c. les opérations financières.

1. Les opérations sur biens et services

Les opérations sur biens et services retracent l'origine des biens ou services disponibles (ressources) et l'utilisation de ces biens ou services (emplois) dans une économie nationale pendant une année considérée.

	Économie fermée		Économie ouverte	
Ressource (R)	R=P	E=C+I	R=P +M	E=C+I+X
Emploi (E)				
Équilibre R=E	P = C+I		P =C+I+X-M	
	P=(C+I+CF)+(FBCF+VS)		P= (C+I+CF)+(FBCF+VS)+(X-M)	

P=Production, M=Importation, C=Consommation, I=Investissement et X = Exportations.

La production peut avoir trois utilisations principales : la consommation, l'investissement et/ou l'exportation.

L'équilibre des opérations sur biens et services est résumé par les égalités suivantes où pour chaque produit, on a, par construction, l'égalité entre les quantités produites et les quantités utilisées : Ressources=Emplois.

1.1. La production

La production est l'activité qui consiste à combiner des facteurs de production en vue de créer des biens ou des services nécessaires à la satisfaction des besoins humains.

À partir des définitions, de biens et services, on distingue la production marchande et la production non marchande.

➤ La production marchande est formée par des biens et/ou des services destinés à la vente à un prix couvrant au moins le coût de production. Elle est fournie par les sociétés et quasi-sociétés non financières et les institutions financières.

➤ La production non marchande est fournie aux bénéficiaires gratuitement ou à un prix inférieur à son coût de production. Elle est fournie par les administrations (par exemple : équipements collectifs, enseignements publics, défense nationale, santé publique...).

1.2. La consommation

La consommation est l'utilisation immédiate, courte ou longue d'un bien ou d'un service. On distingue la consommation intermédiaire ou productive, et la consommation finale.

1.2.1. La consommation intermédiaire

La consommation intermédiaire ou productive correspond à l'utilisation ou la destruction de biens ou services marchands dans le but de produire d'autres biens ou services. Elle correspond à la valeur des biens ou services marchands détruits dans le processus de production (matières premières, produits finis ...).

La différence entre la production (P) et la consommation intermédiaire (CI) nous donne la valeur ajoutée (VA):

$$VA = P - CI$$

La VA représente, donc, l'augmentation de la valeur des biens qui résulte du processus de production.

1.2.2. La consommation finale

La consommation finale (CF) est l'utilisation définitive de biens ou de services, sans que cela donne lieu à une production. Elle représente, donc, la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains individuels ou collectifs:

$$CF = CF_M + CF_APu(G) + CF_ISBLSM$$

Avec : CF_M : Consommation finale des ménages ; CF_APu : Consommation finale des administrations publiques ; CF_ISBLSM : Consommation finales des administrations privées ou les institutions sans but lucratif aux services des ménages.

Il faut noter qu'un bien peut faire l'objet à la fois d'une consommation intermédiaire ou d'une consommation finale suivant l'usage qui en est fait. Par ailleurs, il ne s'agit pas d'une consommation lorsqu'il y a destruction involontaire d'un bien (cas d'un incendie).

1.3. L'investissement

L'investissement est défini comme l'acquisition de biens durables pour en produire d'autres. La comptabilité nationale retient deux types d'investissement, la formation brute du capital fixe (FBCF) et la variation des stocks (VS).

1.3.1. La formation brute du capital fixe

La FBCF désigne, selon la comptabilité nationale, l'investissement matériel de l'ensemble des agents économiques. Autrement dit, il s'agit de l'ensemble des dépenses consacrées à l'acquisition de biens de production durables dont la durée de vie est supérieure à un an.

En pratique, la FBCF comprend essentiellement des achats de biens d'équipements (matériel et outillage) ou de bâtiments par les entreprises, les équipements collectifs (routes, voirie, ponts, barrage...) financés par les administrations publiques et l'acquisition de logements par les ménages.

Le taux d'investissement (i) mesure l'effort consenti par la nation pour financer l'investissement :

$$i\% = (FBCF/PIB) \times 100$$

Limite: Ce rapport ne mesure qu'une partie de l'investissement puisqu'il ne prend pas en compte l'investissement immatériel (achats de brevets, dépenses en formation...).

La définition de la FBCF mérite quelques précisions :

- Les dépenses de biens durables à usage militaires sont exclues pour la raison du secret militaire ;
- la FBCF ne prend en compte que les achats d'équipements neufs dans la mesure où les équipements d'occasion ont déjà été comptabilisés ;
- l'acquisition de terrains, de forêts, de gisements minéraux n'est pas incluse dans la FBCF, car elle n'augmente pas le patrimoine national. Par contre les travaux de bâtiment travaux publics et dépenses de mise en valeur et d'amélioration des terres, des forêts...sont inclus dans la FBCF en ce sens qu'ils augmentent le stock national productif du pays.
- L'acquisition d'animaux pour la reproduction de viande et de lait fait partie de la FBCF. Il s'agit pour une année donnée du bétail importé et du bétail nouveau-né qui viennent augmenter le potentiel existant.

1.3.2. La variation des stocks

Cette opération se rapporte aux biens non durables conservés pour une utilisation ou une vente ultérieure. Il s'agit de l'augmentation ou de la diminution de tous les biens en stocks : matières premières, produits semi-finis ou produits finis.

☐ Une augmentation des stocks correspond à une immobilisation plus importante de fonds et donc à un investissement (sorte d'investissement involontaire).

☐ Une diminution des stocks correspond, par contre, à un des investissements. Les services non marchands ne peuvent pas faire l'objet d'un stock.

➔ Il faut noter que les ménages ne détiennent pas de stock, puisqu'ils sont censés consommer immédiatement tous les biens qu'ils achètent.

1.4. Le commerce extérieur

Cette opération porte sur les exportations et les importations de biens et de services entre les agents économiques résidents et les agents économiques non résidents.

a- Les importations (M) : valeur des biens et services produits par des agents économiques étrangers et achetés par des agents économiques nationaux.

b- Les exportations (X) : valeur des biens et services produits par des agents économiques nationaux et vendus à des agents économiques étrangers.

2. Les opérations de répartition

Les opérations de répartition décrivent la manière dont sont distribuées les richesses entre les différents agents économiques ayant participé à leur formation. Deux grandes catégories de répartition peuvent être distinguées : la répartition primaire et la répartition secondaire (redistribution).

2.1. La répartition primaire

La répartition primaire est directement liée à la production. Elle porte sur les revenus versés aux apporteurs des facteurs de production, essentiellement le travail et le capital, en contrepartie de leur participation à la production. Il s'agit des revenus du travail et des revenus de capital ou de propriété.

2.1.1. Revenus du travail (salaire et traitement)

En contrepartie du travail fourni, les ménages reçoivent des salaires. Sur le montant total du salaire brut qui est dû par l'entreprise au salarié, l'entreprise prélève d'une part l'impôt général sur le revenu (IGR) pour le compte de l'État et d'autre part, les cotisations sociales et l'assurance maladie. Ces deux caisses sont généralement groupées dans la caisse nationale de sécurité (CNSS) pour le secteur privé et dans la CNOPS pour le secteur public. Le reste du salaire brut, après déduction de ces deux prélèvements, est appelé le salaire net qui correspond au montant que reçoit effectivement le salarié.

2.1.2. Revenus du capital ou de la propriété

Il s'agit de contrepartie reçue après un loyer, une rente, un intérêt et/ou un profit. Il faut noter que contrairement à la rente, le loyer et l'intérêt qui se caractérisent par leur permanence et par le comportement passif des agents qui les perçoivent, le profit se caractérise par sa précarité et l'attitude active du capitaliste qui essaient de le maximiser.

Définitions : loyer, rente, intérêt et/ou profit

- i.* Le loyer est le revenu perçu en contrepartie de la location d'un bien (maison, immeuble...)
- ii.* La rente est la somme d'argent reçue en contrepartie de la location d'un terrain cultivable. Autrement dit, elle est le prix payé pour pouvoir jouir de l'exploitation d'un champ ou d'une ferme. Elle se distingue du fermage qui inclut un élément (comme la location des bâtiments installés dans la ferme, de l'outillage, etc.).
- iii.* L'intérêt est le prix de location de l'argent. Quand, par exemple, le ménage dépose à concept leur argent dans une banque ou dans une caisse d'épargne, ils reçoivent des intérêts. Et, la banque ou la caisse d'épargne prête cet argent déposé par le ménage chez elle et perçoit un intérêt.
- iv.* Le profit est le revenu qui reste à l'entrepreneur capitaliste après avoir rémunéré les facteurs de production. Il peut être *positif (négatif)* si les produits sont *supérieurs (inférieurs)* aux charges.

2.2. La répartition secondaire ou la redistribution

Cette répartition est assurée par les administrations publiques (État et organismes de sécurité sociale) qui prélèvent des impôts. Des taxes et des

cotisations pour ensuite les répartir sous forme de transferts sociaux afin de corriger l'inégalité des revenus résultant de la répartition primaire.

Les subventions versées aux entreprises, les prestations versées aux ménages et les impôts prélevés par l'État sont des exemples d'opérations de redistribution.

3. Les opérations financières

Ces opérations portent sur les créances et les dettes agents économiques: comment les agents qui n'ont pas dépensé la totalité de leurs revenus ont utilisé l'excédent. Et, également, comment les agents qui ont dépensé plus que leurs revenus financent-ils le déficit?

Détenir une créance, c'est détenir un droit sur les avoirs d'autres agents économiques. Inversement, une dette est une obligation de livrer à un moment une partie de ses avoirs à d'autres agents économiques (achats et ventes de titres ; demande et offre de monnaie).

À retenir...

Les opérations macroéconomiques (les opérations de biens et services, les opérations de répartition et les opérations financières) sont les éléments constitutifs d'une activité économique nationale. La description et l'explication de la manière dont cette activité s'exerce passent par l'étude des liens qui s'établissent entre les opérations des divers agents macroéconomiques dénombrés. Un modèle macroéconomique est élaboré à cet effet. Il schématise la réalité économique qui peut être représentée sous la forme d'un circuit économique et décrite à partir d'un cadre comptable (la comptabilité nationale).

I. LE CIRCUIT ÉCONOMIQUE

- 1.** le cadre de l'activité économique : le territoire national
- 2.** Notion de circuit économique
- 3.** Le schéma simplifié de l'économie nationale

1. Le cadre de l'activité économique : le territoire national

Les activités économiques nationales sont celles qui se déroulent dans un territoire national d'un pays. Mais au-delà des frontières de cet espace, on parle des relations économiques extérieures où les activités économiques nationales s'effectuent avec les agents économiques du reste du monde.

Le territoire géographique national, considéré d'un point de vue économique, représente un espace relativement homogène et unifié à plusieurs titres du fait que le territoire national représente :

- un espace de libre circulation des biens, des services et des personnes.
- Le même cadre juridique pour l'ensemble des sujets ou agents économiques.
- Le même autorité politique et administrative.
- une monnaie unique qui circule dans l'ensemble du territoire national.

2. Notion de circuit économique

Le circuit économique est une représentation schématique des relations entre les différents agents économiques qui exercent leurs activités autour des divers marchés. Il schématise, donc, l'activité économique nationale. On distingue deux types de relations:

- i.* Les flux réels : ils constituent les mouvements de biens, services et facteurs de production entre les agents économiques.
- ii.* Les flux monétaires : ils constituent la contrepartie financière des flux réels.

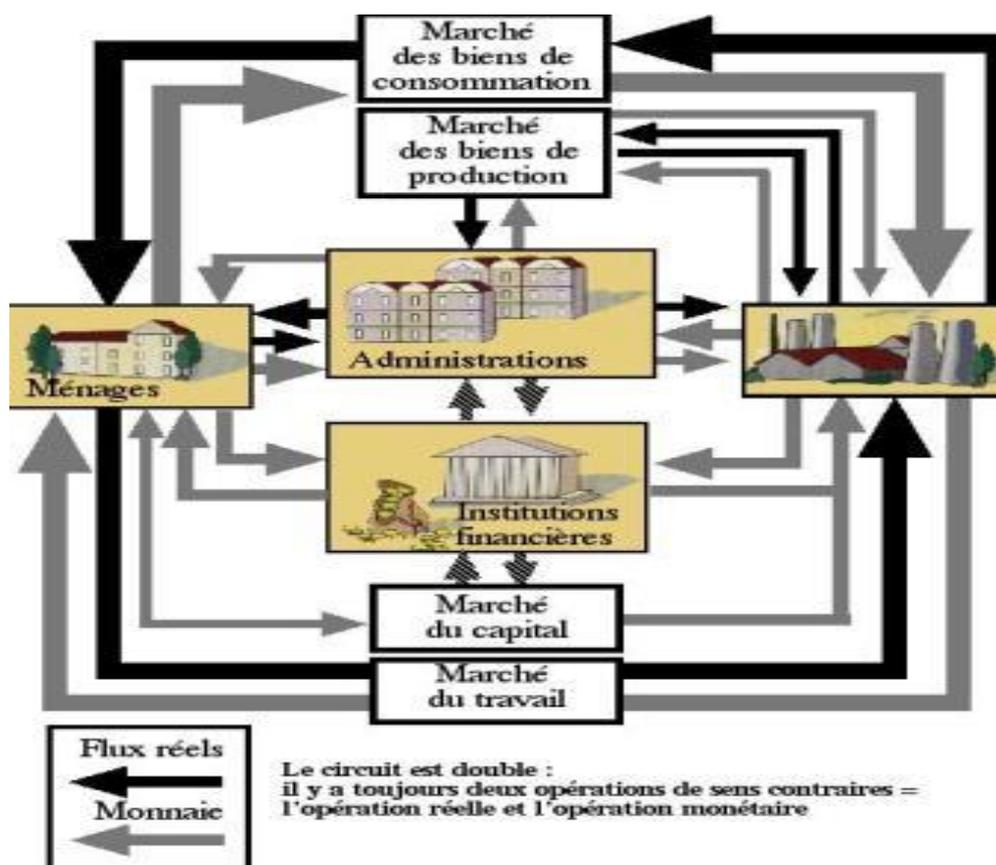
Chaque agent économique est à l'origine de flux entrant et sortant d'un montant équivalent. le circuit économique dans son ensemble est donc caractérisé par l'égalité suivante :

$$\text{Emplois} = \text{Ressources}$$

Ainsi, on a les égalités suivantes :

$$P+M = C+I+S+X \quad \text{en concepts réels}$$

$$R = C+S \quad \text{en concepts monétaires}$$



3. Le schéma simplifié de l'économie nationale

La schématisation de l'activité économique à l'aide d'un circuit se fait en trois étapes par ordre de difficulté croissante :

- i.* une économie à deux agents;
- ii.* une économie à trois agents;
- iii.* une économie ouverte sur l'extérieur

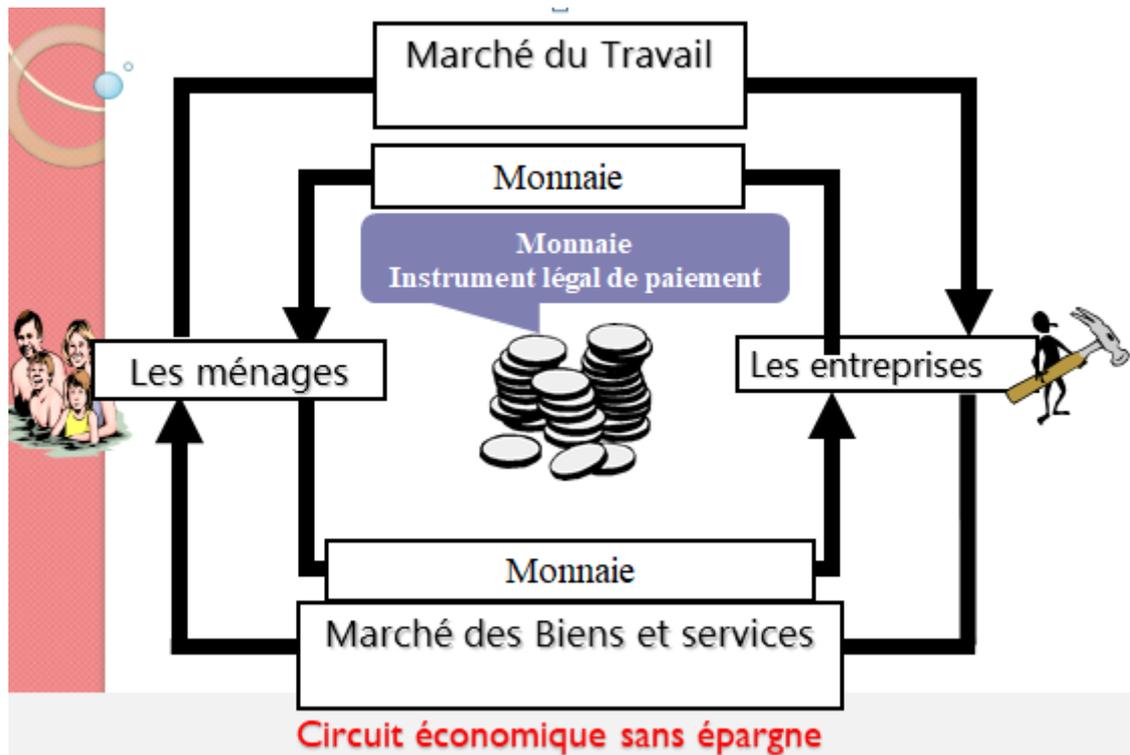
3.1. Une économie à deux agents

On suppose une économie fermée (pas d'échange extérieur) et il y a seulement deux agents économiques ménages (ouvriers / salariés) et les entreprises (demandeurs du travail). On peut présenter le schéma simplifié selon deux cas possibles :

Cas 1: Les ménages affectent la totalité de revenus à la consommation ($R=C$)

Cas 2: la prise en compte de l'épargne et de l'investissement dans le circuit

3.1.1. Cas 1: Les ménages affectent la totalité de revenus à la consommation ($R=C$)



Interprétation du circuit économique sans épargne

- Tout échange entre les deux agents se traduit par deux flux de sens opposés. L'un est réel et l'autre est évalué en monnaie, de l'acheteur au vendeur. Par exemple, en contrepartie des biens et services acquis par les ménages sur le marché des biens et services (flux réel de consommation), est représenté le flux monétaire qui correspond aux dépenses de consommation des ménages.

- Les entreprises sont les seuls producteurs dans l'économie, donc leurs productions se confondent avec la production globale de la nation. De même les revenus distribués par les entreprises aux ménages sont les seuls revenus distribués dans l'économie, ils forment le revenu global de la nation. Enfin, la consommation des ménages correspond à la dépense globale de la nation. On a, alors, les égalités suivantes :

$$Y=R=C ;$$

$$\text{Production} = \text{Revenu} = \text{Consommation}$$

3.1.2. Cas 2: Le ménage ne dépense pas la totalité de leur revenu

Voir Schéma du Circuit économique avec épargne et investissement

L'épargne des ménages

Le ménage ne dépense pas la totalité de leur revenu, il dégage un revenu non consommé (l'épargne) : $R=C+S$. Dans ce cas, il a deux possibilités pour l'utilisation de cette épargne :

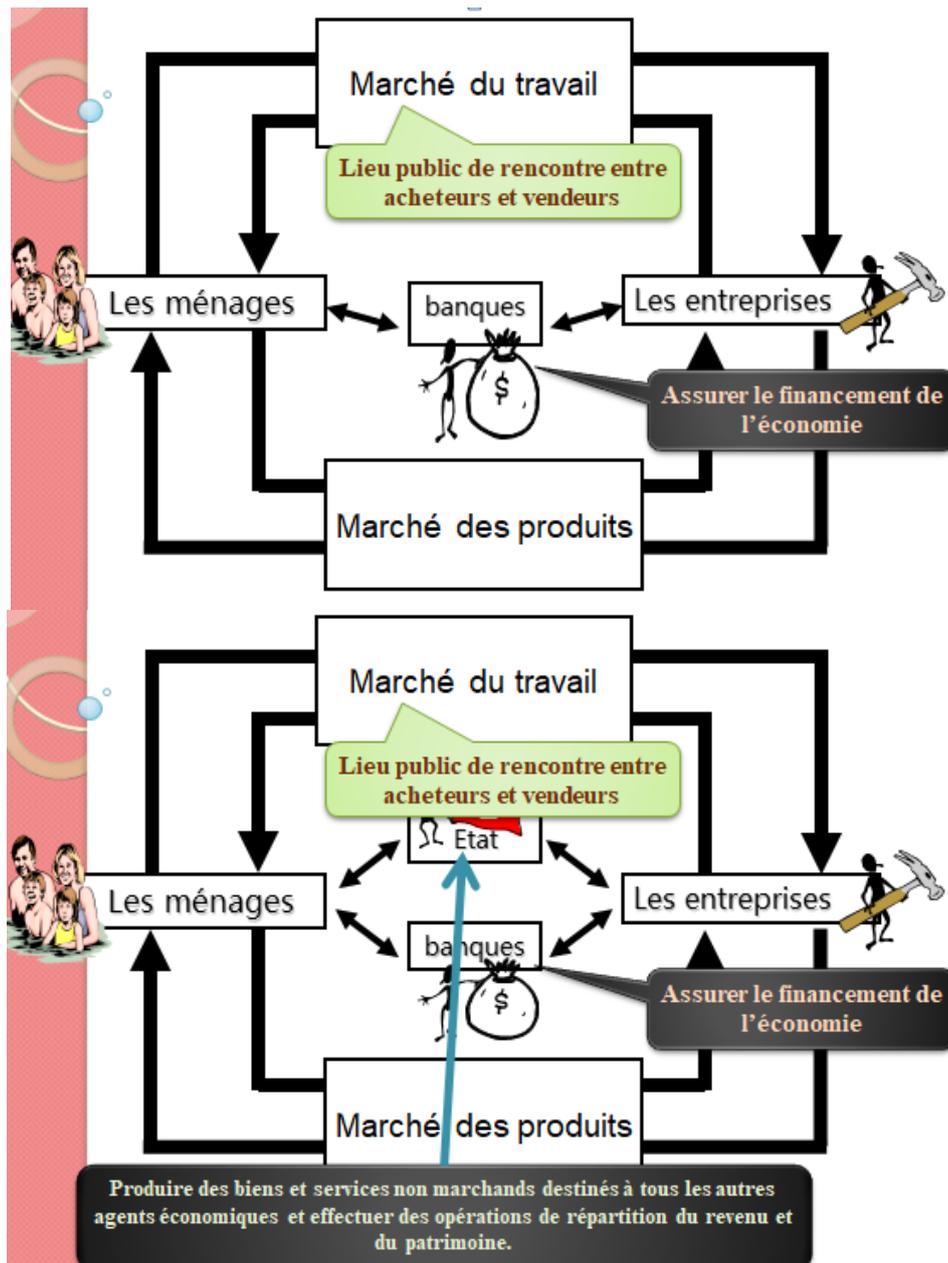
- i.* il la dépose auprès des institutions financières (placement) qui seront prêtées ensuite aux entreprises (investissement);
- ii.* il achète des titres (actions et obligations) émis par les sociétés et quasi-sociétés non financières. Le montant de ces titres est utilisé pour acheter des biens d'équipement (matériel, terrains, machines...).

L'investissement des entreprises

✓ L'investissement correspond à un achat de biens de production des entreprises à elles-mêmes. La rémunération du travail relatif à la production de ces biens induit une distribution de revenus supplémentaires.

✓ L'investissement se traduit donc par une injection de revenu dans le circuit économique.

Circuit économique avec épargne



Interprétation du circuit économique avec épargne

Ce circuit montre que :

- ✓ Le revenu global est égal à la somme de la consommation et de l'épargne des ménages : $Y=C+S$
- ✓ La dépense globale regroupe la dépense de consommation des ménages et l'investissement des entreprises : $D=C+I$
- ✓ Le circuit est équilibré si la production si la production globale est égale à la demande globale : $Y=D$

→ donc, on a $C+I=C+S$ en simplifiant par C on peut écrire $S=I$

L'équilibre du circuit considéré repose sur l'égalité de l'épargne et de l'investissement. Autrement dit, les entreprises financent leurs dépenses d'investissement en recourant à l'épargne des ménages.

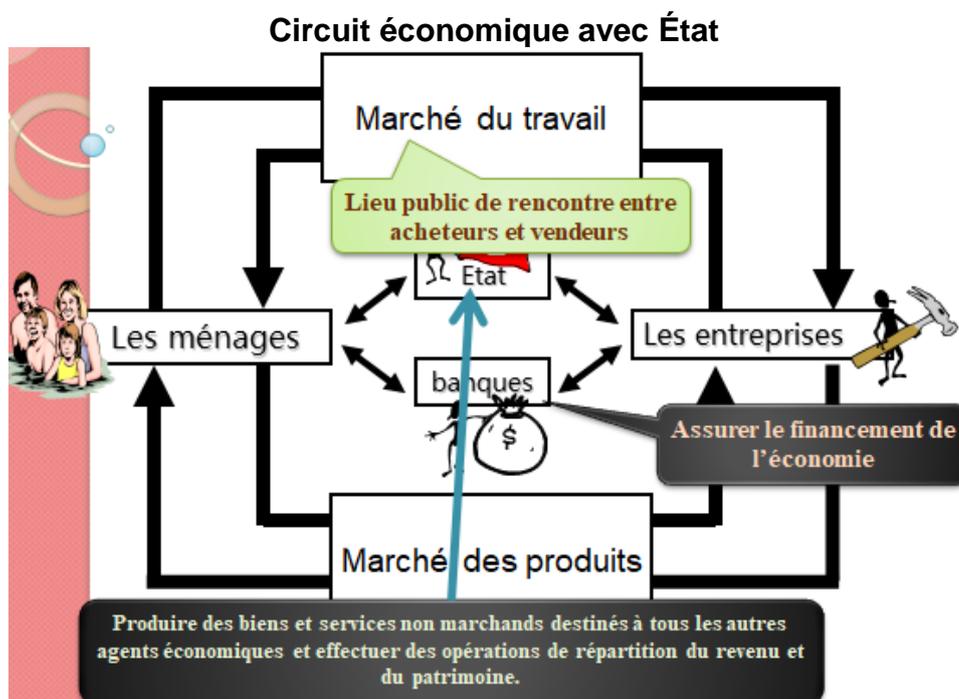
3.2. Une économie à trois agents

L'économie considérée est fermée (pas d'échange extérieur) et comprend trois agents économiques : les entreprises, les ménages et l'État et quatre marchés : marché des biens et services, du travail, de la monnaie et des titres.

Avec introduction de l'état en économie fermée, les ressources s'identifient au PIB et les emplois comprennent la consommation finale privée, les investissements privés et les achats publics. L'équilibre macroéconomique devient :

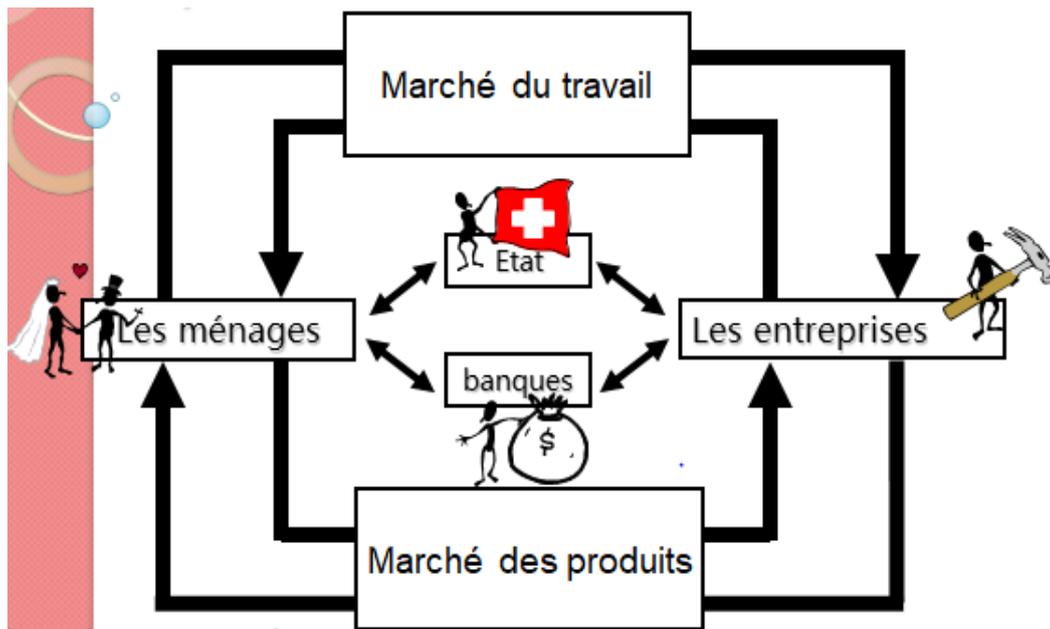
$$\begin{aligned} & \text{Consommation} + \text{Épargne} + \text{Impôt} - \text{Transfert} \\ & = \\ & \text{Consommation} + \text{Investissement} + \text{Achats publics} \end{aligned}$$

$$\rightarrow C+S+T-F=Y=C+I+G$$

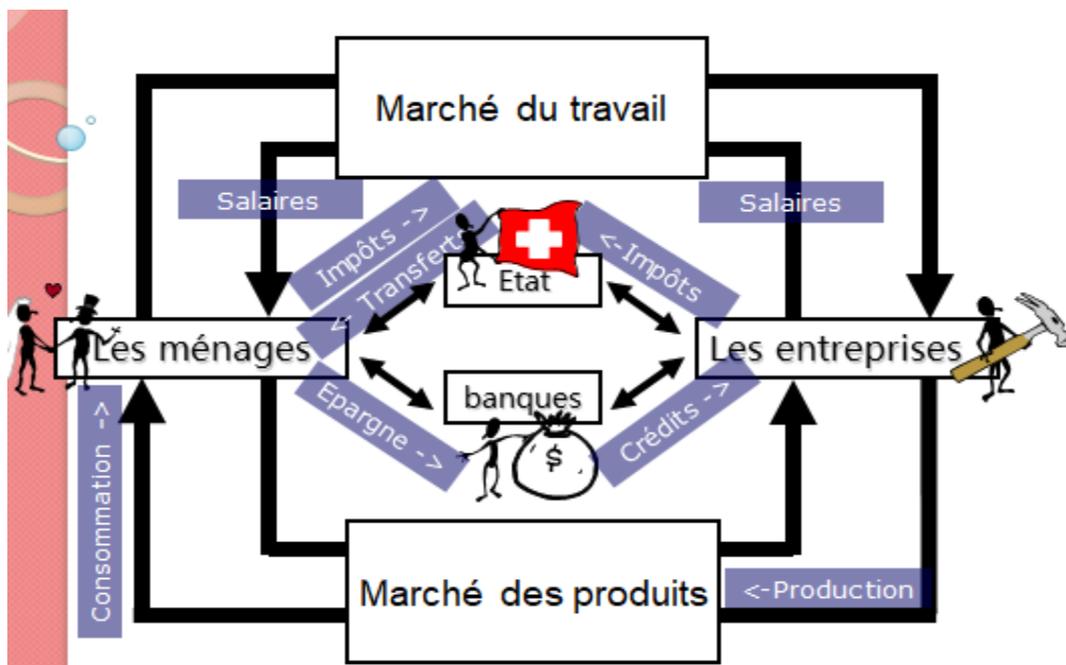


Exemple1:

Dans le circuit ci-dessous, essayez de placer les concepts suivants: Épargne – Production - Crédits – Impôts - Revenus de transfert Salaires - Consommation



La réponse se présente comme suit :



Exemple:

Au cours de la période considérée, les agents économiques (les ménages, les entreprises et l'État) ont réalisé les activités suivantes :

- Les entreprises produisent des biens et services d'un volume de 1500 et versent un salaire de même montant aux travailleurs employés. Elles financent leur investissement en vendant des titres sur le marché financier $I=310$.

- Les ménages pour un salaire égal à 1500, et ils offrent du travail aux entreprises. Ils consomment $C=850$ paient des impôts et taxes $T=180$ reçoivent des transferts de l'État $T_f=120$ épargnent $S=590$ et n'investissent pas. Ils achètent les titres émis par l'État et les entreprises pour un montant de 490 et enfin, demandent la monnaie d'un montant de 100.

- L'État dépense $D=340$. Il verse des transferts aux ménages $T_f=120$ et perçoit des impôts et taxes $T=180$. Il finance son déficit par émission de titres auprès des ménages pour un montant de 180 et par la création monétaire d'un montant de 100.

Interprétation du circuit économique avec l'État

Avec introduction de l'État en économie fermée, les ressources s'identifient au PIB et les emplois comprennent la consommation finale privée (CP), les investissements privés (I) et les achats publics (G). L'équilibre macroéconomique devient :

$$RN=DN$$

- $RN=P=PIB = C+S+T-T_f$
 $= 850+590+180-120=\underline{1500}$
- $DN=C+I+G = 850+310+340=\underline{1500}$

3.3. Une économie ouverte sur l'extérieur

L'introduction des échanges avec l'extérieur fait intervenir les importations et les exportations du pays.

- ❖ Les importations sont des biens et services qui viennent grossir la production nationale, mais ne créent pas de revenus dans l'économie nationale ;
- ❖ les exportations sont de biens et services produits sur le territoire national et vendus à l'étranger. Elles présentent la demande étrangère de la production nationale et créent des revenus dans l'économie nationale, mais elles ne font pas partie des dépenses de consommation ou d'investissement intérieures.

En économie ouverte, les exportations constituent un emploi et les importations une ressource. L'identité comptable macroéconomique devient :

$$Y+M = C+I+G+X$$

ou

$$Y=C+I+G+X-M$$

Production totale = Demande finale totale

Offre globale = Demande globale

PARTIE II. GRANDS COURANTS DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE

La pensée économique est un ensemble de la recherche en Économie qui repose sur les réflexions des grands économistes dont chacun appartient, à l'époque où il a vécu, à une école de pensée ou courant de pensée. Leurs ouvrages ont souvent servi de références à l'analyse économique.

Le début des premiers courants de la pensée économique remonte à la fin du 18e et au début du 19e siècle. Il se confond approximativement avec le début de la révolution industrielle.

Cette partie a pour objectif de fournir aux étudiants-es la possibilité d'apprendre les différentes écoles de la pensée économique afin d'en saisir les principales divergences. Elle essaye de présenter les principaux auteurs économiques et leurs apports essentiels à la théorie économique.

A. LE MERCANTILISME

La **pensée mercantiliste** est l'ensemble de doctrines et de politique économique qui s'est développée en Europe aux **XVIe et XVIIe siècles**. Elle **correspond à la période de transition entre le féodalisme et le capitalisme**. Les principaux auteurs qui ont développé cette pensée, on trouve : Jean-Baptiste COLBERT, Antoine de MONTCHRESTIEN, Jean BODIN, Thomas MUN, Josiah CHILD et William PETTY.

Le mercantilisme doit son appellation à l'économiste classique **Smith**, de l'italien **Mercante veut dire Marchand**. Les principales idées des mercantilistes sont :

- **L'enrichissement est une fin louable ;**
- **L'intérêt personnel conduit à la prospérité générale et c'est l'enrichissement des citoyens qui permet d'accroître la puissance de l'État ;**

Le mercantilisme considère que ce sont **les métaux précieux** qui expriment la richesse et la puissance des nations (Colbert) ; pour accroître la richesse, il faut accroître les métaux précieux. Cet objectif ne peut être atteint que grâce au **commerce extérieur** c'est-à-dire grâce à **une balance commerciale excédentaire**. Pour atteindre cet objectif, les mercantilistes recommandent de :

- ⇒ **Le protectionnisme** : Éviter la sortie d'or et d'argent du royaume par l'interdiction de la sortie des matières premières et la limitation de l'entrée des produits manufacturiers étrangers ;
- ⇒ **Le colonialisme** afin de développer les exportations ;
- ⇒ **L'intervention de l'État** en matière de réglementation des manufactures, de la construction de l'infrastructure, notamment la flotte commerciale et militaire afin de conquérir d'autres marchés pour développer les exportations. **Puisque la quantité de métaux précieux dans le monde est fixe, toute richesse acquise par une nation est perdue par une autre** ;
- ⇒ **Le populationniste** puisqu'une population plus importante permet d'obtenir plus de main-d'œuvre nécessaire **au développement de l'industrie et du commerce d'exportation** ;
- ⇒ **L'abondance de la monnaie** bien qu'elle réduise le taux de l'intérêt et stimule le crédit et la production, elle est à l'origine de l'inflation. Ainsi, Bodin [1568] a attribué la hausse des prix aux afflux des métaux précieux en provenance de l'Amérique. **Il formule une loi selon laquelle le pouvoir d'achat des monnaies est inversement proportionnel à la quantité d'or et d'argent existant dans un pays : c'est la première formulation de la théorie quantitative de la monnaie ; le prix est déterminé par la quantité de monnaie en circulation.**

B. LA PHYSIOCRATIE ET L'ÉMERGENCE DU LIBÉRALISME

L'étatisme mercantiliste a abouti à un système économique où le poids des réglementations et des impôts est tel qu'il n'y a pratiquement aucun espace pour le secteur privé. De plus, l'accent mis sur l'industrie et le commerce a entraîné un détournement de l'investissement du secteur agricole et un abandon des terres agricoles et à l'exode rural.

Pour résoudre ces problèmes, un nouveau courant de pensée d'inspiration libérale a vu le jour, c'était au XVII^e siècle caractérisé par le siècle des Lumières ; elle préconisait le laissez-faire, le laisser-aller.

1. L'émergence du libéralisme

Plusieurs facteurs ont aidé à l'émergence de la pensée libérale, notamment :

- ❖ **Sur le plan philosophique**, la pensée de ce siècle peut être analysée comme une philosophie qui remplace **Dieu par la science, qui rompt avec l'idéologie basée sur la toute-puissance de l'État qui écrase l'individu : ce que l'autorité doit procurer c'est la liberté (Voltaire et Diderot)**.
- ❖ **Sur le plan technique** : le XVIII^e siècle fut marqué par **une révolution technique sans précédent dans l'histoire de l'humanité, c'est la révolution industrielle**. Chaque année, chaque jour une invention apparaît (Condorcet [1782] est un physiocrate), le charbon a fait son apparition comme une source d'énergie grâce à la découverte de la machine à vapeur. La découverte de l'acier comme matériau nouveau a permis la mise au point de nouvelles machines.
- ❖ **Sur le plan politique** : l'Europe de nations a acquiert une configuration moderne sur la base des **États-nations**. En Amérique du Nord, c'est la naissance des États-Unis d'Amérique sur **la base d'un modèle politique et juridique s'inspirant de la liberté individuelle**.

Telles sont les évolutions majeures qui vont permettre le dépassement des doctrines et des pratiques mercantilistes et l'émergence d'un nouveau courant de pensée : le libéralisme.

2. Les physiocrates

La physiocratie, qui **signifie la puissance de la nature**, est un courant de pensée contestataire tenue par un groupe très restreint d'économistes, essentiellement en France qui d'ailleurs ne tiendra pas longtemps. L'inspirateur de l'école des physiocrates est un économiste et médecin français, **François QUESNAY, ce dernier a publié en 1758 « le tableau économique »**. Cette doctrine conteste **d'une part à l'État d'intervenir dans les affaires économiques et d'autre part le postulat mercantiliste de base à savoir que la richesse réside dans l'accumulation des métaux précieux**.

Pour les physiocrates, la richesse provient entièrement et exclusivement de **la terre. Seulement les activités tournées vers la terre sont créatrices de richesses ; l'industrie est stérile, car elle ne crée pas la richesse, elle ne fait que la transformer**. Quant au commerce, il ne fait que les distribuer.

Pour les physiocrates, la société est divisée en trois classes :

- a. **La classe productive : tous ceux qui travaillent la terre ;**
- b. **La classe des propriétaires fonciers qui perçoivent des profits ;**
- c. **La classe stérile : les artisans, les manufacturiers et les marchands.**

La philosophie de base repose sur le libéralisme : la liberté, à tous les niveaux, est le fondement de la propriété. La règle du jeu économique étant le laissez-faire, laisser passer.

C. LE COURANT LIBÉRAL CLASSIQUE

Ce nouveau courant de pensée est apparu en Angleterre au XVIII^e siècle. Il est connu sous le nom **classique**. Il se préoccupait essentiellement des fondements moraux de l'action humaine : **l'égoïsme individuel** pouvait être considéré comme une motivation vertueuse, et **la liberté et la concurrence** sont des fondements moralement valables de l'organisation des relations sociales.

Le représentant le plus illustre de cette école est un ancien professeur de philosophie morale à l'université de Glasgow **Adam SMITH**, considéré comme le père fondateur de la science économique moderne. Vers la fin du XVII^e et le début du XIX^e siècle, les partisans de SMITH sont nombreux **David RICARDO**, **Robert MALTHUS**, **Jean STUART-MILL** en Angleterre et **Jean Baptiste SAY** en France.

1. Principes fondamentaux

Dans son ouvrage : « Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations », Adam SMITH a montré que la véritable richesse réside dans la production matérielle. Les moyens permettant d'accroître cette dernière sont :

- ❖ **La spécialisation et la division du travail** : Smith a montré que la division du travail est le seul véhicule du progrès puisqu'elle permet d'accroître la productivité. Il observe que la spécialisation technique à l'intérieur d'une manufacture d'épingle est source d'efficacité. Il observe qu'un artisan travaillant seul peut produire 20 épingles par jour, mais en travaillant avec d'autres, où chacun serait spécialisé dans une tâche précise et répétitive, pouvaient produire 2000 épingles par jour.

- ❖ **La main invisible** : Le deuxième moyen d'accroître la richesse est de laisser les individus s'enrichir puisque l'enrichissement de ces individus conduit à l'enrichissement de la nation. Selon Smith, les individus se caractérisent par des motivations égoïstes, personne ne s'occupe d'assurer le bien-être économique général ni ne sait comment s'y prendre. La seule voie qui s'offre à l'individu consiste à agir pour son profit personnel et, dans la mesure du possible où il a besoin des autres, il ne doit rien attendre de leur bienveillance, mais il peut tout en obtenir en faisant appel à leur compréhension de leur intérêt personnel. Les acheteurs et les vendeurs qui se rencontrent sur les marchés sont motivés par leurs intérêts personnels qui sont divergents. Cette multitude de décisions totalement autonomes et décentralisées sont coordonnées par une *m a i n i v i s i b l e* qui permet d'aboutir à un équilibre d'ensemble et joue le rôle de régulateur du système.
- ❖ **Le non - interventionnisme** : Les prix qui se fixent librement sur les différents marchés des biens et services et jouent le rôle d'indicateurs économiques ; des prix élevés indiquent une situation de pénurie alors que des prix bas sont synonymes d'abondance. Si on laisse le marché fonctionner librement, il aboutit au meilleur état possible pour la société, l'État ne doit pas intervenir dans son fonctionnement. Outre ses fonctions régaliennes (police, défense, diplomatie), l'État doit prendre en charge tous les travaux d'infrastructure nécessaire au fonctionnement d'une économie d'échange et plus généralement tous les investissements de base non rentables pour le secteur privé.
- ❖ **Le libre-échange** : Une autre voie d'enrichissement selon Smith passe par le libre-échange. Il s'agit pour une nation de se procurer les produits au meilleur prix ; la spécialisation internationale est alors nécessaire. Chaque pays a intérêt à se spécialiser dans les produits pour lesquels il détient un avantage absolu et à abandonner aux autres pays les autres productions.

2. Principales idées développées par la pensée classique

Les principales idées développées par la pensée classique ont porté sur :

- **La théorie de la valeur** : cette théorie, développée principalement par Smith et Ricardo, permet de définir la valeur d'un bien en partant du paradoxe de l'eau et du diamant. Ces deux auteurs distinguent la valeur d'échange de la valeur d'usage. La chose la plus utile a une faible valeur d'échange et la chose la moins utile a une valeur d'échange élevée. Il s'ensuit que l'utilité ne permet pas de mesurer la valeur échangeable quoiqu'elle lui soit absolument essentielle : un bien qui n'a aucune utilité ne peut avoir de valeur ; l'utilité accorde de la valeur, mais ne permet pas de la mesurer.

→ Selon Ricardo, la valeur d'échange d'un bien repose sur sa rareté et sur la quantité de travail direct et indirect incorporé dans sa production. Il s'agit donc des biens reproductibles, car pour les biens dits non reproductibles, le travail ne permet pas d'augmenter la quantité et la valeur de ces biens ne dépend que de leur rareté (tableaux, objets d'art).

→ Pour Smith, la valeur d'échange d'un bien (ou son prix) ne dépend pas seulement de la quantité de travail incorporé dans la fabrication de ce bien, mais aussi du revenu du capital (profit, rente foncière)

- **La théorie de la répartition développée par Smith et reprise par Ricardo distingue trois groupes d'individus aux intérêts contradictoires :**

→ Les propriétaires fonciers perçoivent une rente définie comme étant la différence entre le prix des produits agricoles et le coût de production de ces produits ; c'est un prélèvement effectué par les propriétaires fonciers sur le revenu du travail.

→ Les travailleurs qui perçoivent un salaire.

→ Les entrepreneurs qui perçoivent un profit, ce dernier est un résidu il est égal au revenu du travail – salaire – rente foncière □ l'entrepreneur a donc intérêt de comprimer le salaire et la rente foncière.

D. LES NÉOCLASSIQUES : LE MARGINALISME

C'est l'ensemble des travaux ayant pour objet l'affectation optimale des ressources ; il s'agit principalement des auteurs suivants : Léon WALRAS (1834 – 1910), Carl MENGER (1840 – 1921), Stanley JEVONS (1835 – 1882), Vilfredo PARETO (1848 – 1923), Alfred MARSHALL (1842 – 1924). On peut ajouter à ces auteurs : K. ARROW F.V. HAYEK J. BUCHANAN R.M. SOLOW M. FRIEDMAN R.E.LUCAS. Sur le plan méthodologique et conceptuel, ces auteurs ont établi les fondements théoriques de ce courant de pensée.

1. Sur le plan méthodologique

Sur le plan méthodologique, les auteurs de la pensée néoclassique sont basés essentiellement sur trois principes : l'Homoeconomicus, le marginalisme et la notion d'équilibre.

1.1. L'Homoeconomicus

Les phénomènes économiques sont régis uniquement par le comportement des individus qui sont considérés comme abstraitement identiques et rationnels. Cet individu rationnel (l'Homoeconomicus) a un comportement de maximisation de son utilité individuelle sous contrainte.

Comme chez les classiques, il poursuit un comportement égoïste qui dans le même sens que la communauté toute entière grâce à la main invisible. Ce courant de pensée condamne donc toute intervention de l'État ; ce dernier n'aura pour objet que de fausser le jeu des lois économiques naturelles.

1.2. Le marginalisme :

Pour déterminer quelles sont les motivations des individus, les néoclassiques utilisent une méthode de raisonnement : le marginalisme ou le raisonnement à la marge qui est un raisonnement en concepts de différentielles. Pour un individu rationnel, qu'il soit consommateur ou producteur, ce qui compte, ce n'est pas seulement la satisfaction totale (ou le profit total), mais celle que lui rapporte la dernière unité consommée ou produite par rapport à ce qu'elle lui coûtera. L'individu rationnel raisonne non pas sur les quantités globales, mais sur les quantités additionnelles ; l'homme rationnel raisonne à la marge. Pour comprendre ce raisonnement à la marge, citons quelques concepts utilisés par les néoclassiques :

a. L'utilité marginale décroissante : En suivant le raisonnement à la marge, le deuxième verre de l'eau étanche moins la soif que le premier, le troisième encore moins et ainsi de suite : c'est la loi de l'utilité marginale décroissante ; les quantités consommées sont déterminées par les utilités marginales.

Cette loi apporte la réponse à la question délaissée par les classiques : c'est la rareté relative d'un bien qui détermine sa valeur, c'est-à-dire son utilité marginale. De ce fait puisque le diamant est plus rare que le l'eau, son prix serait alors plus élevé. L'utilité marginale d'un bien indique l'augmentation d'utilité procurée par la consommation d'une unité supplémentaire d'un bien. Si l'agent consomme une quantité Δx supplémentaire, son utilité augmente de ΔU , l'utilité marginale de x sera $\frac{\Delta x}{\Delta U}$. pour de petites variations, l'utilité marginale du bien x est égale à la dérivée partielle de la fonction d'utilité par rapport à x , elle indique l'augmentation d'utilité associée à une augmentation infiniment petite de x . L'utilité marginale est donc positive et décroissante puisque l'augmentation de l'utilité est de plus en plus faible.

b. La maximisation du profit : Pour maximiser son profit, le chef d'entreprise doit comparer son coût marginal (le coût de l'unité supplémentaire produite) avec ce que lui rapporte la dernière unité produite : le prix de vente. En effet, prenons par exemple, une entreprise ; au fur et à mesure qu'elle augmente le nombre de ses représentants (L), elle peut espérer vendre plus et son chiffre d'affaires (CA) augmente, selon les proportions suivantes :

L	CA total	Coût total	Profit total	CA marginal (1)	Coût marginal (2)	Profit marginal (3)
1	120	100	20	120	100	+20
2	360	200	160	240	100	+140
3	510	300	210	150	100	+50
4	610	400	210	100	100	0
5	660	500	160	50	100	-50

Avec : (1) = $\frac{\Delta CA \text{ total}}{\Delta L}$; (2) = $\frac{\Delta Coût \text{ total}}{\Delta L}$; (3) = $\frac{\Delta Profit \text{ total}}{\Delta L}$

L'entreprise qui ne regarderait que son chiffre d'affaires et son bénéfice global embaucherait cinq représentants. Ce serait une grosse erreur de gestion puisque le cinquième représentant permet bien d'accroître le chiffre d'affaire, mais seulement de 50 alors qu'il est embauché d'un montant de 100 ; l'embauche se

traduira donc par une perte de 50. L'entrepreneur embauchera des travailleurs tant que son profit augmente et donc tant que son profit marginal est positif. Du moment où ce profit marginal devient nul, son profit total est stable et il doit s'arrêter à embaucher des travailleurs par ce que s'il continue son profit total diminue et par conséquent son profit marginal devient négatif. Il s'ensuit que le profit est maximum si le recrutement du dernier travailleur garde constant le profit total ou encore annule le profit marginal : $\frac{\Delta Profit}{\Delta L} = 0$

En fait, le calcul à la marge se base sur la loi des rendements décroissants. Certes, au départ deux représentants en s'entendant mutuellement peuvent conquérir facilement des marchés nouveaux. Mais après l'embauche du troisième, il ne reste plus que des marchés sans intérêt ou déjà très fortement tenus par des concurrents.

c. La productivité marginale : Le chef d'entreprise rationnel embauche des travailleurs tant que la valeur de la production (ou le chiffre d'affaires marginal) procurée par le dernier salarié est supérieure au salaire qu'il lui verse (coût marginal). Cette valeur de la production du dernier travailleur est appelée la productivité marginale du travail. En fait, la maximisation du profit conduit à une rémunération du travail au taux de salaire ; ainsi $\frac{\Delta Profit\ total}{\Delta L} = 0 \Rightarrow \frac{\Delta CA\ total}{\Delta L} = \frac{\Delta Coût\ total}{\Delta L} = W$. De même, il achètera les nouvelles machines tant que la productivité marginale de celles-ci est supérieure à leur coût ; le profit serait alors maximum. Par conséquent, la rémunération des facteurs de production s'effectue selon leurs productivités marginales, qui correspondent à leurs contributions à l'activité productive.

1.3. La notion d'équilibre

En reprenant l'idée des classiques de la main invisible, les néoclassiques montrent que l'ordre naturel ou l'équilibre général est respecté si les conditions de la concurrence pure et parfaite sont réunies, à savoir les agents économiques sont nombreux et de tailles comparables, ils sont indépendants les uns des autres et disposent d'une information parfaite sur les différents marchés. Dans ces conditions, l'équilibre peut être partiel, sur chaque marché à part ou général (walrasien) sur tous les marchés à la fois.

2. Sur le plan conceptuel

Les néoclassiques utilisent le concept de la valeur utilité plutôt que le concept de la valeur travail chez les classiques. La valeur utilité correspond à l'appréciation subjective que fait chaque individu quant à l'utilité d'un bien, elle se mesure par l'utilité marginale de la dernière unité et traduite à la fois l'utilité et la rareté. Elle s'applique à tous les biens économiques y compris le travail dès lors qu'ils font l'objet d'une offre et d'une demande.

Par ailleurs, le raisonnement n'est plus en concepts de classes sociales, mais plutôt en concepts de facteurs de production rémunérés en fonction de leurs productivités marginales.

En général, ces écoles de pensée néoclassique peuvent être classées comme suit :

École	Auteurs	Principales idées
L'école de Vienne	C.MENGER et F. V. WIESER	- La théorie de l'utilité marginale - L'utilité cardinale - La théorie subjective de la valeur
École de Lausanne	V. PARTO et L. WALRAS	- La théorie de l'équilibre général - L'utilité ordinale - L'optimum au sens de Pareto
École de Cambridge	S. JEVONS et A. MARSHALL	- La théorie de l'équilibre partiel L'introduction du facteur temps (court concept te long concept) Intervention de l'État pour remédier aux conséquences sociales de l'ajustement par les prix
Seconde école de Vienne	F.V. HAYEK et J. SCHUMPUTER	- Rôle de la monnaie dans l'économie - Rôle des innovations dans la croissance.
Écoles classiques contemporaines		
École de Chicago	M. FRIEDMAN et T SCHULTZ et G. BECKER	- Rôle de la monnaie dans l'économie - Théorie du capital humain
École des anticipations rationnelles		R. BARRO et R.E. LUCAS
École des choix publics		J. BUCHANAN et G. TULLOCK
Théorie néoclassique du commerce international		
La théorie du bien être		
La théorie e la croissance endogène		

Source : Ridha CHKOUNDALI, 2006

d. LE COURANT MARXISTE

Marx a publié en 1867 le livre I du capital. Les livres II et III; inachevés par la mort de Marx en 1883; étaient publiés par Engels. Marx a vécu une période

caractérisée par le développement industriel anglais, la seconde révolution industrielle vers 1830, qui s'étend à toute l'Europe occidentale à constituer une étape décisive dans l'évolution du capitalisme. Au cours de cette même période, l'économie mondiale connaît une série de crises, celles de 1837 et de 1839 qui surviennent à la fois dans les secteurs agricoles et industriels. Sur le plan social, les conditions des ouvriers dans le secteur industriel se détériorent. L'extension du salariat a renforcé les antagonismes de classes et les déplace de l'opposition traditionnelle entre propriétaires terriens et capitalistes vers l'opposition entre prolétariat et capitalistes. Selon Marx, l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que ***l'histoire de la lutte des classes***.

1. Le mécanisme de fonctionnement du système capitaliste

Sous-titrée « ***Critique de l'économie politique*** », Marx rejette l'existence de lois économiques universelles et apporte un éclairage nouveau sur les lois de fonctionnement du capitalisme et notamment sur la théorie de la valeur. En présentant cette loi, Marx définit le concept de la valeur, distingue le travail de la force de travail et montre les conséquences sur ***la détermination de la plus-value***. Pour montrer les contradictions du système capitaliste, Marx avance le concept du ***matérialisme historique*** et montre que l'histoire des sociétés a été toujours l'histoire de la lutte des classes pour enfin déceler quatre lois de fonctionnement du système capitaliste.

1.1. La conception de la valeur

La valeur d'un bien est déterminée par la quantité de travail incorporé dans ce bien. Ainsi la marchandise a un double caractéristique :

- ✓ *Elle est une valeur d'usage*, car elle a une utilité et correspond donc à un besoin (l'utilité d'une chose fait de cette chose une valeur d'usage : le capital, volume I). En tant que valeur d'usage, les marchandises sont toutes différentes donc non comparables → l'échange de marchandises ne peut pas se faire en fonction de la valeur d'usage.
- ✓ *Elle est une valeur d'échange* : la valeur d'échange apparaît comme la proportion dans laquelle des valeurs d'usage différentes s'échangent l'une contre l'autre. Ce rapport d'échange est déterminé par la quantité de travail incorporée dans la marchandise. Ainsi, la valeur ou le rapport d'échange

entre une marchandise et une autre est défini comme étant le rapport du temps de travail nécessaire à la production de l'une et de l'autre. L'échange se fait, donc, sur la base d'une comparaison entre le nombre d'heures de travail cristallisées dans chacune des marchandises. Par exemple, si une marchandise A nécessite 10 fois plus de travail qu'une marchandise B, alors A s'échange contre 10 B.

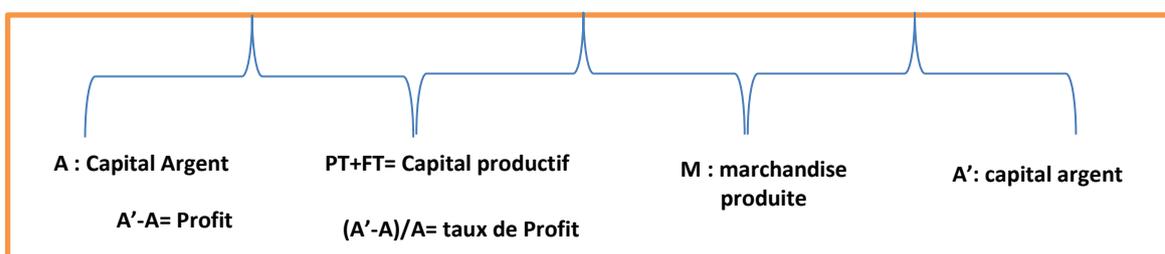
1.2. Distinction entre travail et force de travail

Contrairement à Ricardo, Marx distingue travail et force de travail. Le travail comprend l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps de l'homme, dans sa personnalité vivante et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles. Alors que la force de travail est, selon Marx, une marchandise dont la valeur d'usage est le travail, c'est le temps de travail nécessaire à sa production ou le temps nécessaire à la production des moyens de subsistance indispensables à l'entretien et à la reproduction de la force de travail (Marx tient compte également des moyens de subsistance nécessaires aux enfants des travailleurs).

Sur le marché de l'emploi, le vendeur de la force de travail échange sa marchandise (sa force de travail) contre un salaire et cède l'usage de cette marchandise à son acquéreur, le capitaliste ; cet échange fonde le rapport salarial et autorise l'exploitation du travailleur par le capitaliste.

1.3. Plus - value et exploitation

Le capitaliste, qui possède une somme d'argent (A), achète du capital constant, les matières premières et les machines (MP) et du capital variable, la force de travail (FT), c'est le capital productif. Il obtient une nouvelle marchandise (M) qui incorpore un supplément de valeur (PV). Cette marchandise sera vendue en contrepartie d'une somme d'argent $A' > A \rightarrow A' - A$ représente la plus-value ; c'est ce que Marx appelle la forme $A - M - A'$.



Par conséquent, la plus-value correspond à :

- L'écart entre la valeur de la force de travail et la valeur produite par cette force de travail ;
- Le travail impayé
- La différence entre la valeur des marchandises produites par le travail et le salaire, appelé par Marx valeur de la force de travail → seul le travail est une source de valeur → la valeur d'un bien = travail indirect + travail direct = capital constant + (capital variable + plus-value)

Par exemple, Si le nombre d'heures effectué par l'ouvrier est de 8 heures par jour, ce dernier a créé une valeur nouvelle de 8 heures et que 5 heures suffisent pour produire les biens nécessaires à la reproduction de sa force de travail, alors la différence de 3 heures constitue la plus-value appropriée par le capitaliste

Pour maximiser son profit ou sa plus-value, le capitaliste augmente l'intensité et la durée du travail. Pour augmenter la plus-value, le capitaliste peut :

- allonger la durée de la journée de travail : la plus - value absolue.
- diminuer la valeur de la force de travail, grâce à une augmentation de la productivité du travail par le biais notamment au progrès technique : la plus-value relative.
- vendre provisoirement les marchandises à un prix supérieur à leur valeur : la plus-value extra

Pour évaluer l'importance de l'exploitation du travailleur par le capitaliste, Marx définit le taux d'exploitation qui est le rapport de la plus-value au capital variable.

1.4. Le matérialisme historique

Chaque étape historique d'une société quelconque est un mode de production qui se caractérise par des forces productives et un rapport de production. Les forces productives sont l'ensemble des ressources matérielles (matières premières, outils, machines, entreprises) et humaines qui interviennent dans la production.

Les rapports de production sont les rapports de propriété sur ces ressources matérielles et les relations entre les différents agents qui participent à l'activité productive. De ces rapports de production naissent les rapports d'exploitation dans

la mesure où la classe sociale qui ne possède que sa force de travail doit la mettre au service de la classe qui a la propriété des moyens de production ; de cette exploitation dérive la lutte des classes. Ce mode de production détermine l'ensemble des relations sociales :

C'est l'infrastructure qui détermine la superstructure juridique, politique, sociale et culturelle. Chaque société doit passer par les stades suivants appelés modes de production : le communisme primitif, l'esclavagisme, le féodalisme, le capitalisme, le socialisme et le communisme ; ce dernier mode est une société sans classes sociales ni État.

1.5. La lutte des classes

La lutte des classes entre les esclaves et les maîtres, les serfs et les seigneurs ou entre les salariés et les capitalistes constitue l'aspect primordial de la contradiction de chaque mode de production. C'est l'opposition entre les bourgeois et les prolétaires qui puissent rendre compte de la logique du système capitaliste. Dans ce système, l'exploitation de la force de travail par le capital caractérise les rapports de production, qui sont des rapports d'exploitation résultant de la détention ou non des moyens de production. La société est alors divisée en deux classes antagonistes ayant des intérêts contradictoires :

- ➔ La classe de ceux qui possèdent les moyens de production, les capitalistes.
- ➔ La classe de ceux qui ne possèdent qu'une seule marchandise, leur force de travail, qui serait vendue aux capitalistes ; ce sont les salariés ou le prolétariat.

2. Les lois de fonctionnement du système capitaliste

Selon Marx, les lois de fonctionnement du capitalisme sont au nombre de quatre :

- a. La loi de l'accumulation** : La force de travail qui permet de produire n'est pas rémunérée à son juste prix ; le capitaliste arrache une partie de sa valeur ; la plus-value. C'est cette formation de la plus-value qui est à l'origine de l'accumulation du capital.

- b. La loi de concentration** : En augmentant leur capital, certaines entreprises les plus grandes vont absorber les petites entreprises □ concentration des moyens de production entre les mains d'un petit nombre d'entreprises.
- c. La loi de paupérisation** : les petits producteurs, éliminés par la concurrence deviennent des salariés, c'est l'armée de réserve, composée de salariés sous-employés. Cette paupérisation doit mener à l'aggravation de la lutte des classes.
- d. La loi de la baisse tendancielle du taux de profit** : Les contradictions internes du système capitaliste (paupérisation de la classe ouvrière, baisse tendancielle du taux de profit et crise de surproduction) génèrent une baisse continue du taux de profit (plus-value / capital engagé) au point où ce dernier s'annule lorsque le rendement du capital engagé devient égal à zéro. La concurrence entre les capitalistes fait que pour une même production, le capitaliste utilise de plus en plus du capital et de moins en moins de travail et élève par conséquent la composition organique du capital (capital constant / capital variable). Or seul le travail est créateur de richesse et donc source de profit. En diminuant sa part, le capitaliste diminue donc son profit. En raison de la paupérisation de la classe ouvrière, première contradiction du système capitaliste, les débouchés sont faibles alors que les capitalistes continuent à augmenter la production pour accroître leur profit : c'est la crise de surproduction.

e. LE COURANT KEYNÉSIEN

Keynes considère que la grande crise de 1929 n'est pas une crise provisoire qui pouvait être dépassée grâce aux seules vertus du marché. Par conséquent, en économie de marché, les déséquilibres peuvent se former et persister ; une dose d'interventionnisme est nécessaire pour assurer la régulation économique.

Dans son ouvrage « théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » publié en 1936, le souci majeur de Keynes est le chômage massif résultant de la crise de 1929. Le niveau de l'emploi dépend du niveau de la production, qui à son tour dépend du niveau de la demande effective ou de la demande solvable appuyée par un pouvoir d'achat disponible. Cette demande effective comporte la demande de consommation des ménages qui dépend principalement du revenu et la

demande d'investissement qui correspond à l'achat de machines et bâtiments destinés à produire des biens et services.

Néanmoins, ce niveau de la demande effective ne correspond pas nécessairement au plein emploi, il peut être excessif par rapport aux capacités de l'économie et aboutir à l'inflation, ou insuffisante et entraîner du chômage. Par conséquent, le plein emploi (égalité entre offre et demande) n'est plus normal et naturel comme le pensèrent les classiques et les néoclassiques, l'État doit agir sur la demande effective pour assurer le plein emploi par une politique budgétaire et monétaire expansive même si cette action entraîne un déficit budgétaire.

Exercice :

Faire une comparaison entre la théorie néoclassique, la théorie marxiste et la théorie keynésienne.

Le tableau suivant présente une synthèse de ces grands courants de la pensée économique :

	Théorie NÉOCLASSIQUE	Théorie MARXISTE	Théorie KEYNÉSIEUNE
Type de système économique	Économie de marché Système capitaliste pur	Économie socialiste	Économie mixte
Régime de propriété	Propriété privée des moyens de production	Propriété collective des moyens de production (État)	Propriété mixte
Instance de régulation	Le marché par l'offre et la demande	L'État par la planification	Le marché et l'État
Mécanismes de régulation	La variation des prix sur le marché permet l'équilibre entre quantités offertes et demandées	Les prix sont fixés par l'état, ainsi que le volume à produire	Marché réglementé

PARTIE III. INSTRUMENTS D'ANALYSE ÉCONOMIQUE

A. CROISSANCE ET CYCLES ÉCONOMIQUES

1. Mesure de l'activité économique

L'économiste travaille sur des agrégats ou des variables qui mesurent une réalité à l'échelle de la nation, par exemple le produit intérieur brut (PIB), la consommation nationale, indice général des prix...il y a, aussi, des agrégats outils pour l'analyse microéconomique.

Exemple:

Agrégats macroéconomiques	Agrégats microéconomiques
Consommation des ménages	Consommation individuelle
Produit national	Chiffre d'Affaires d'une firme
Indice général des prix	Prix pratiqué par une firme sur un marché particulier

Les économistes utilisent dans la plupart des cas les agrégats suivants: le RN, le PIB, le PNB... mais le PIB reste la meilleure mesure des comportements et performances d'une économie

Interprétation des fluctuations du PIB:

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Monde	2.20	2.84	3.62	4.93	4.45	5.10	5.15	3.20
PD	1.25	1.63	1.92	3.18	2.58	3.01	2.71	0.85
PED	3.78	4.78	6.26	7.52	7.13	7.96	8.34	6.11
Algérie	2.70	4.70	6.90	5.20	5.10	2.00	3.00	3.00
Maroc	7.55	3.32	6.32	4.80	2.98	7.76	2.72	5.44
Tunisie	5.04	1.72	5.55	6.04	3.97	5.52	6.31	4.45
Source : Élaboré à partir des données de F MI, avril 2009								

Le PIB augmente en général, année après année. Ces augmentations peuvent être causées par :

- ❖ Des augmentations dans les quantités produites
- ❖ Des augmentations dans les prix

↳ Le PIB réel ne varie que si les quantités produites changent

2. Le PIB réel et le PIB nominal

Le PIB est composé de la valeur de l'ensemble de biens et de services (biens de consommation et biens d'équipement) produits dans une économie,

généralement, en une année sur une surface géographique déterminée (un pays par exemple le Maroc).

Le tableau suivant donne une comparaison entre le PIB réel et le PIB nominal:

PIB réel	PIB nominal
<i>C'est la quantité des biens et services produite, soit la production évaluée aux prix constants. Il peut mesurer correctement le bien-être économique.</i>	<i>C'est la valeur des biens et services mesurée aux prix courants (en monnaie courante). Il peut augmenter aussi bien parce que les prix s'élèvent (inflation) que parce que les quantités s'accroissent.</i>
Le PIB est réel quand il est corrigé de l'inflation; c'est-à-dire, il prend les prix d'une année de référence pour mesurer la hausse ou la baisse du PIB. Le PIB réel permet à l'économiste de connaître les variations en volume (et non en valeur) de la production nationale.	<u>Exemple:</u> si une plaque de chocolat est vendue à 15Dhs en 2010 et que la même plaque est vendue à 25Dhs en 2011, avec la même quantité vendue le produit de la vente sera plus élevé ce qui augmentera le PIB nominal (influencé par l'inflation) bien que la production ne soit pas augmentée.

3. Le déflateur du PIB

Le déflateur (Déf) est le rapport du PIB nominal (PIB_n) au PIB réel (PIB_r). Il reflète ce qui se passe au niveau général des prix dans une économie donnée :

$$\left. \begin{array}{l} \text{PIB}_n = Q \times P \\ \text{PIB}_r = Q \times P_{\text{base}} \end{array} \right\} \Rightarrow \text{Déf} = \frac{P}{P_{\text{base}}} \left\{ \begin{array}{l} \text{PIB}_n = \text{PIB}_r \times \text{Déf} \\ \text{PIB}_r = \frac{\text{PIB}_n}{\text{Déf}} \end{array} \right. \quad \text{On a :}$$

Ce qui implique que le déflateur est utilisé pour extraire l'inflation du PIB nominal afin d'obtenir le PIB réel.

Exemple: Soit une économie produit un seul bien (X) et l'année 2009 est considérée comme une année de référence et l'indice des prix est égal à 1 en 2009 :

On suppose qu'en 2009, la production en bien X est de 120U, vendue chacune à 100DH.

➤ Calculez le PIB nominal et réel?

1. le PIB nominal en 2009 :

$$\text{PIB}_n = \text{total des ventes} = \text{Volume} \times \text{Prix de vente}$$

$$\text{PIB}_n = 120 \times 100 = 12\,000\text{DH}$$

2. le PIB réel en 2009 qui mesure le PIB avec les prix de l'année de référence

PIBr= PIB nominal / Déf(niveau des prix)

PIBr= 12 000/1 = 12 000 DH

• On suppose qu'en 2011, l'économie produit 180 U de bien X, et entre 2009 et 2011, les prix ont augmenté de 5% (taux d'inflation sur deux ans de 5%).

Déterminer le PIBn et le PIBr en 2011?

• Le bien X est donc vendu en 2011 à 105DH l'unité. Le niveau des prix est donc de 1,05.

- PIB nominal en 2011

PIBn= 105*180 = 18.900,00 Dh

- PIB réel en 2011, mesuré avec les prix de l'année 2009 :

PIBr= 100*180 = 18.000,00 Dh

Ou

PIBr₂₀₁₁ = PIB nominal/ déf(niveau des prix)

= 18.900,00/ 1,05 = 18.000,00 Dh

4. Taux de croissance économique

La croissance économique est mesurée par l'un des agrégats suivant : le produit intérieur brut (PIB), le produit national brut (PNB), le produit national brut par tête ou par habitant et le Revenu national (RN).

Le taux de croissance économique (Tc) mesure l'évolution de la production dans le temps en pourcentage :

$$T_c = \frac{(PIB_t - PIB_{t-1})}{PIB_{t-1}} \times 100$$

• Dans l'exemple précédent, le PIB nominal en 2009 s'élève à 12000 et en 2011 est de l'ordre de 18900,

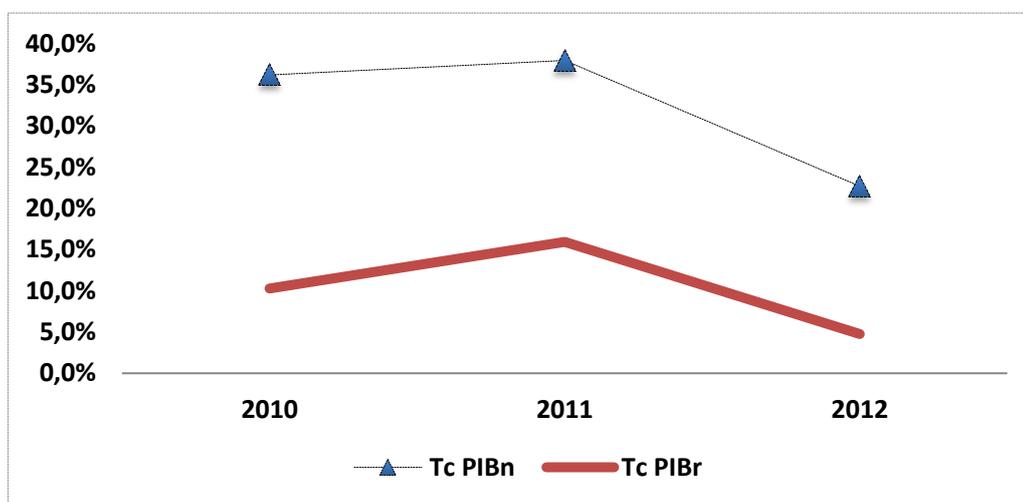
donc

- Le taux de croissance en concept nominal entre 2009 et 2011 est de 57,5% sur deux ans.

- Le taux de croissance en concept réel entre 2009 et 2011 est de 50,0% sur deux ans. Ce taux mesure la croissance réelle de la production.

Année	2009	2010	2011	2012
Prix A en Dhs	100	103	105	112
Qté A	120	145	180	210
Prix B en Dhs	110	112	116	120
Qté B	100	130	135	145
PIB _n	23000	29495	34560	40920
PIB _r	23000	28800	32850	36950
IPPIB	100	102,4	105,2	110,7
Tc PIB _n	--	28%	17%	18%
Tc PIB _r	--	25%	14%	12%

Représentation graphique de l'évolution des PIB nominaux et réels



5. Approches du calcul de PIB

Le Produit intérieur brut est défini selon trois optiques :

a. *Optique production ou Valeurs ajoutées*

PIB = Somme des Valeurs ajoutées

b. *Optique répartition ou revenus distribués :*

PIB= Rémunération salariale (RS) + Excédent brute d'exploitation (EBE) + (Impôts sur les importations nets de subventions (Im-Sub))

c. *Optique utilisation finale ou demande finale nette des importations.*

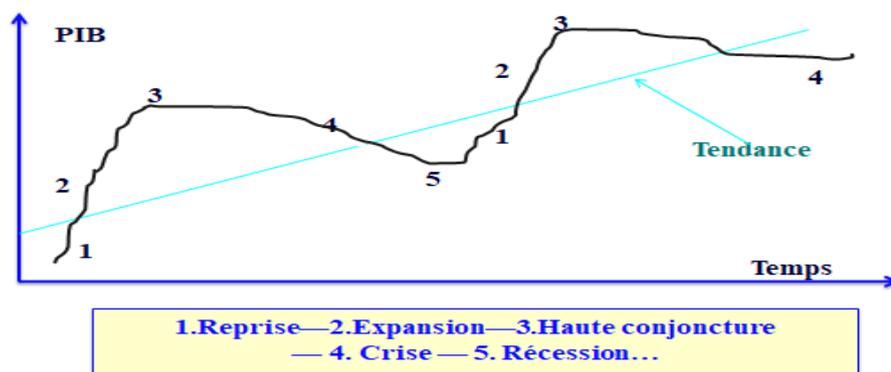
PIB=Consommation finale (CF) + FBC (FBCF+/-Vs) + (X - M)

B. CROISSANCE ET CYCLES ÉCONOMIQUES

Le niveau d'activité économique est généralement mesuré par le PIB. Mais, la croissance ne s'effectue pas de façon constante: l'activité économique connaît des fluctuations économiques avec des périodes d'essor (où la croissance est forte) et des périodes de crise (où la croissance est faible, mais rarement négative). La durée qui sépare deux pics ou deux creux est appelée un cycle économique.

1. Les étapes d'un cycle économique

Les étapes d'un cycle économique se présentent généralement comme suit :



- Phase de Reprise: cette phase est, souvent accompagnée, par une baisse du chômage et une augmentation de l'inflation.
- Phase d'Expansion: durant laquelle le chômage diminue et l'inflation augmente.
- Phase de Haute Conjoncture: c'est une période durant laquelle le taux de chômage est faible, la production est à son maximum avec les moyens de production à disposition. (Stagflation)
- Phase de la Crise: cette phase est considérée comme un dur moment économique puisqu'il est suivi par des événements graves, touchant la morale générale du marché (Déflation).
- Phase de la Récession: durant cette phase, les entreprises tombent en faillites, donc beaucoup de chômage, les prix chute et le PIB aussi (Stagflation).

À retenir...

L'étude et l'analyse des agrégats macroéconomiques permettent aux économistes qui travaillent dans le secteur privé ou le secteur public de se lancer dans les prévisions des fluctuations de court concept ou de long concept. Ces prévisions vont aider les entreprises ou les organismes publics à anticiper et planifier les changements de l'environnement économique.

2. Politique économique conjoncturelle

Une politique conjoncturelle, ou politique de stabilisation est un ensemble de mesures de la politique économique prises par un gouvernement à court concept, en fonction de la position de l'économie dans les cycles économiques.

Ces politiques conjoncturelles se veulent avant tout contracycliques, c'est-à-dire qu'elles peuvent être menées soit pour soutenir l'activité soit au contraire pour freiner l'activité. Elle s'oppose à la politique structurelle, qui s'applique plutôt sur un horizon de longs concepts.

Une politique budgétaire contracyclique est une politique dans laquelle l'État s'active à relancer l'économie lorsque la croissance économique est inférieure à la croissance potentielle, et à améliorer l'état de ses finances lorsque la croissance est forte. Ainsi, durant une période de conjoncture économique mauvaise, notamment de récession économique, l'État peut mener une politique de relance, qui passe par une politique budgétaire expansionniste, c'est-à-dire l'augmentation de ses dépenses.

À l'inverse, lorsque la conjoncture économique est bonne, l'État peut alors mener une politique budgétaire plus restrictive, c'est-à-dire baisser ses dépenses, et « engranger » des rentrées fiscales (ou plutôt réduire la dette publique), qui lui permettront de relancer l'économie, si la conjoncture se détériore.

Une politique contracyclique sert en quelque sorte d'amortisseur pour l'économie du pays.

PARTIE IV. OBJECTIFS DE L'ÉTAT ET CARRE MAGIQUE

Pour que le bien-être touche le plus de monde possible, l'État doit atteindre un certain nombre d'objectifs :

- ❖ Stabilité des prix
- ❖ Éviter le chômage
- ❖ Permettre la croissance (= augmentation du bien-être)
- ❖ Équilibrer les importations et les exportations
- ❖ Éviter un dépeuplement des campagnes
- ❖ Empêcher la fuite des industries,
- ❖ Assurer la sécurité alimentaire,...

Donc, l'État doit assurer un développement économique pour tous. Mais ces objectifs sont parfois contradictoires.

A. PRÉSENTATION DU MODÈLE DE KALDOR

1. Définition

Le modèle de Kaldor ou Le carré magique est une théorie économique élaborée par l'économiste keynésien Nicholas Kaldor (1908-1986). Il est une représentation graphique des quatre grands objectifs de la politique économique conjoncturelle d'un pays que sont :

- ⇒ la croissance,
- ⇒ le taux de chômage,
- ⇒ l'équilibre extérieur de la balance commerciale
- ⇒ et la stabilité des prix

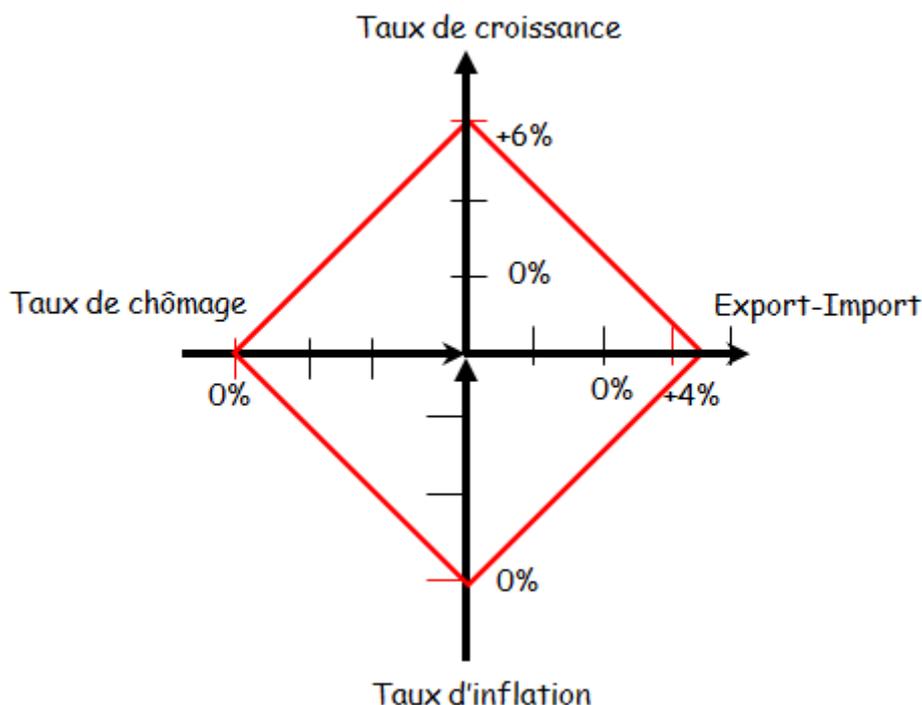
Dans la réalité, il est très difficile d'atteindre simultanément les quatre objectifs de la politique monétaire : une forte croissance avec un faible chômage et une faible inflation et une balance commerciale équilibrée. C'est la raison pour laquelle il est magique puisqu'il est irréalisable.

2. Elaboration et Interprétation du modèle Kaldor

En rejoignant les quatre points, on obtient un quadrilatère (voir la figure ci-dessous). Ce quadrilatère a pour sommets les quatre objectifs de la politique

économique d'un État : le taux de croissance, le solde de la balance commerciale, le taux d'inflation et le taux de chômage.

Le carré magique de Kaldor



Plus la surface de celui-ci est grande, plus la santé économique du pays considéré est importante. Précision importante néanmoins : les échelles du taux d'inflation et du taux de chômage doivent être inversées, les objectifs étant d'atteindre 0% sur chacun de ces axes.

3. Implications

À partir de ce carré se dégagent deux relations importantes en macroéconomie :

- La relation entre l'inflation et le chômage : la **courbe de Phillips**. Si le taux de chômage est faible, le taux d'inflation sera élevé et vice-versa.
- La relation entre la croissance économique et le chômage : la **loi d'Okun**. Invariablement, plus la croissance est forte, plus le chômage est en baisse.

Cependant, ces relations varient dans le temps. Elles ne sont pas donc stables au cours du temps.

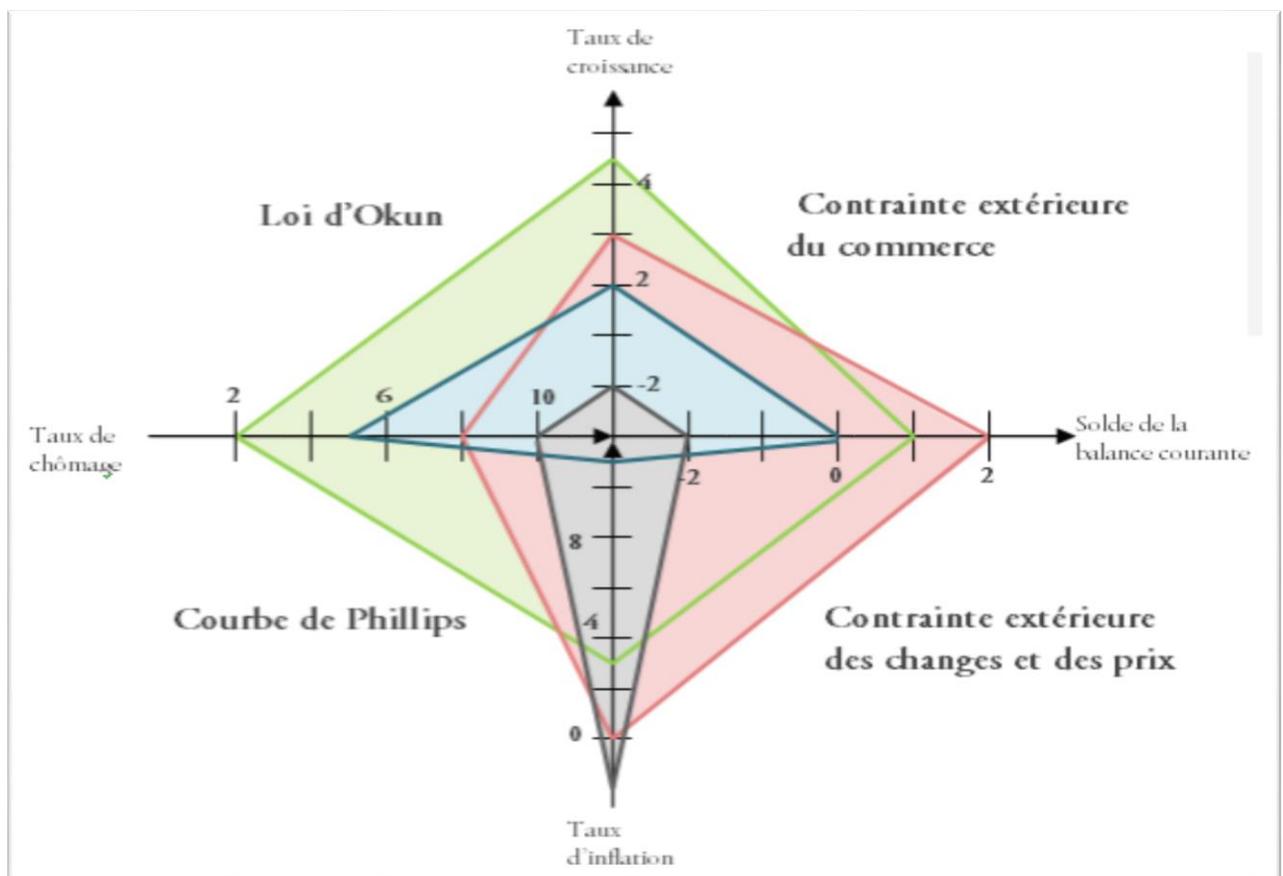
4. Exercice

Le Maroc enregistre durant les années 2010, 2011, 2012 et 2013 les données suivantes:

	Taux de croissance	Balance commerciale	Inflation	Chômage
2010	4,5%	1%	3%	2%
2011	2%	0,01%	8,5%	5%
2012	3%	2%	0%	8%
2013	-2%	-2%	-1%	10%

- Présentez ces données sur un carré magique de Kaldor?
- Interprétez la représentation?

Correction:



Plus la surface de quadrilatère est grande, plus la santé économique du pays considéré est importante. Dans cet exercice, la situation économique de 2010 est la meilleure.

B. DÉFINITIONS DES OBJECTIFS DE KALDOR

1. Croissance économique

La croissance économique désigne la variation positive de la production de biens et de services marchands dans une économie sur une période donnée, généralement une période longue. En pratique, l'indicateur le plus utilisé pour la mesurer est le produit intérieur brut (PIB). Il est mesuré « en volume » ou « à prix constants » pour corriger les effets de l'inflation (voir la partie précédente).

2. Le chômage

Le chômage peut être défini comme l'état d'inactivité d'une personne souhaitant travailler. Il est souvent considéré comme résiduel et volontaire jusqu'au début du XXe siècle.

Lors de la Grande Dépression des années 1930, le chômage devient par son ampleur un des problèmes sociaux et économiques les plus centraux des pays développés. La détermination du niveau de l'emploi devient également avec cette crise économique une des questions les plus fondamentales de la réflexion économique : des économistes comme Keynes affirment que l'équilibre de plein emploi n'est pas spontanément garanti, mais que l'État a les moyens de rétablir le plein emploi.

3. Balance commerciale

La balance commerciale est la différence, en concepts de valeur monétaire, entre les exportations et les importations de biens ou de biens et services (dépend du pays) dans une économie sur une période donnée. On parle aussi de solde commercial.

4. La stabilité des prix : l'inflation

L'inflation est le phénomène de la hausse généralisée des prix, et correspond donc à une baisse durable de la valeur de la monnaie. Il s'agit d'un phénomène persistant qui fait monter l'ensemble des prix et auquel se superposent des variations sectorielles des prix.

PARTIE V. MONNAIE ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Il n'est pas vraiment possible de déterminer à quand remonter avec certitude la première forme de monnaie, mais selon certains historiens, la monnaie existait depuis **l'époque romaine**. Cependant, la monnaie existait, car il fallait trouver un **instrument technique** pour faciliter les échanges. Quand les échanges devenaient importants, le troc ne suffisait plus : les pièces de monnaie en métal précieux sont alors nées.

On peut définir la monnaie comme **un moyen de paiement** accepté par tous, au sein d'un espace géographique donné, directement utilisable pour effectuer les règlements sur les marchés des biens et services ou pour régler toutes les dettes au sein d'un espace monétaire donné.

A. FONCTIONS DE LA MONNAIE

On distingue habituellement trois fonctions de la monnaie :

- La monnaie comme moyen de paiement ;
- La monnaie comme réserve de valeur ;
- Et, la monnaie comme unité de compte.

1. Monnaie, un moyen des échanges

Dans les sociétés primitives, les échanges se réalisaient sous la forme d'un troc (c.-à-d. un bien étant cédé contre un autre bien). Cette économie non monétaire est caractérisée essentiellement par une double coïncidence des besoins. Cependant, elle présentait **une série d'inconvénients** qui en limitaient son usage :

✚ Tout agent devait trouver non seulement quelqu'un qui est prêt à lui vendre les biens qu'il recherche, mais aussi qui accepte en échange les biens dont l'agent dispose.

✚ Difficile de comparer et de déterminer la valeur d'une marchandise par rapport à toutes les autres. Cette difficulté dans l'échange augmentait lorsque les biens étaient nombreux.

✚ Coûts de transaction de cet échange pouvaient être très importants : recherche des lieux et concepts de l'échange, recherche des clients, perte de temps, coûts de stockage, coûts de recherche d'information...

La monnaie est devenue, donc, une nécessité pour pallier les inconvénients du troc. Elle est devenue un moyen de paiement unique et accepté par tous. L'intervention de la monnaie permet d'assurer les échanges et de séparer chaque transaction en deux parties : une vente et un achat.

Dans une économie monétaire, celui qui détient un bien et souhaite le vendre, va pouvoir céder ce bien contre une certaine quantité de monnaie qui en constitue le prix. La monnaie élimine les coûts de transaction, car elle permet d'éviter ceux afférents à la recherche d'un partenaire et à l'attente.

Plus généralement, la monnaie peut être définie comme un moyen de règlement :

⇒ indéterminé : Elle permet d'acquies n'importe quel produit (bien ou service), et de régler n'importe quelle dette ;

⇒ général : Elle est admise par tout le monde et en toutes circonstances, dans un espace déterminé, généralement national comme le dirham au Maroc et le dinar algérien en Algérie, ou dans une communauté de paiement comme l'EURO dans l'UE ;

⇒ immédiat : Elle permet de régler immédiatement la dette par une simple opération du transfert de cet instrument de paiement.

2. Monnaie, réserve des valeurs

Dès que la monnaie est un moyen d'échange, il est possible de la conserver pour réaliser un achat à une période ultérieure. La monnaie donne ainsi la possibilité de transférer du pouvoir d'achat d'une période à l'autre. Elle sert, donc, de réserve de pouvoir d'achat. Ce qui implique que les agents économiques détiennent la monnaie même si elle n'a aucune satisfaction réelle d'un besoin. La monnaie devient, donc, une véritable demande de monnaie.

Les agents économiques détiennent les encaisses monétaires pour diverses raisons, à savoir :

- Faire un décalage entre le moment où les agents effectuent leurs dépenses et le moment où ils perçoivent leurs revenus ;
- Faire face à des dépenses imprévues ;
- Saisir des opportunités (placements financiers, acquisition de biens...).

Cette fonction de réserves de valeur évolue en fonction de l'inflation, c'est à dire de l'augmentation du niveau général des prix. En période de hausse des prix, le pouvoir d'achat de la monnaie (c.-à-d. la quantité de biens et services que l'on peut acquérir avec une unité monétaire) diminue, ce qui dégrade sa capacité à être une unité de réserve de valeur. En cas d'hyperinflation, la monnaie n'assure plus la fonction de réserve de valeur, car les agents économiques préfèrent s'en débarrasser et réaliser leurs transactions en monnaie étrangère (ou en troc). En revanche, lorsque les prix baissent, c'est l'inverse qui se produit, le pouvoir d'achat de l'agent économique augmente. La monnaie est recherchée et conservée par les agents économiques.

À travers la fonction de réserve de valeur, la monnaie est considérée comme un actif de patrimoine et devient une forme que peut prendre la richesse. Les agents économiques peuvent en effet détenir leur patrimoine sous forme d'actifs réels comme les biens de production (usines, immeubles, terrains...or), d'actifs financiers comme les obligations et actions dont le rendement est constitué de recettes en monnaie (l'intérêt pour les obligations, les dividendes et plus-values pour les actions), et d'actifs liquides comme la monnaie (billets et dépôts à vue) et quasi-monnaie (dépôts à terme, bons du Trésor).

La monnaie constitue, par rapport à tous les autres biens, un actif parfaitement liquide permettant d'acquérir tout bien à n'importe quel moment. Cette propriété de liquidité fait qu'elle est immédiatement disponible pour acquérir des biens. Le bon du Trésor et les obligations, par exemple, sont moins liquides que la monnaie, car ils doivent être préalablement vendus sur un marché contre de la monnaie afin d'être utilisés comme moyens de paiement).

3. Monnaie, unité de compte ou unité de mesure des valeurs

Le Troc ne permettait de déterminer la valeur d'une marchandise que par rapport à celle avec laquelle elle avait été échangée. Avec la monnaie, qui constitue un étalon de mesure des valeurs, on ramène les multiples évaluations de chaque bien en concepts de tous les autres à une seule évaluation, par rapport uniquement à l'unité de compte. La monnaie constitue donc une unité de mesure commune grâce à laquelle, les prix individuels des différents biens et les transactions sont évalués dans un langage chiffré commun à tous les membres de la communauté.

B. FORMES DE LA MONNAIE

Si la nature de la monnaie dans tout système monétaire est unique, il existe plusieurs sortes d'instruments de circulation que l'on regroupe souvent dans la littérature économique sous le concept de « formes de la monnaie ». En général, il existe trois formes de la monnaie :

- Monnaie métallique ou pièces de monnaie ;
- Monnaie fiduciaire ou billets de banque ou papier-monnaie ;
- Monnaie scripturale ou dépôts bancaires.

1. Monnaie métallique

Elle fait partie de la catégorie plus vaste de la monnaie marchandise. On appelle ainsi la monnaie dont la fonction d'unité de compte est rattachée à une quantité d'un étalon qui est un bien matériel et une marchandise ayant un coût de production et une valeur. L'instrument de paiement est ainsi un objet tangible. Ces objets ont été divers selon les sociétés (bétail, sel, coquillages, morue...), mais la monnaie marchandise la plus connue est la monnaie métallique. Si les métaux tels que le cuivre, le fer et le bronze ont constitué les premières monnaies, ce sont les métaux précieux (or et argent), en raison de leurs qualités particulières, qui se sont progressivement imposés comme instruments monétaires.

L'instauration de systèmes monétaires métalliques, reposant sur le bimétallisme, or et argent, date du XVIIe siècle et du XVIIIe siècle. Ils cherchent à organiser le moyen de garantir la stabilité des monnaies métalliques face à l'arbitraire politique en imposant une règle concernant la définition et l'usage de la monnaie nationale notamment par une relation fixe entre l'unité monétaire et la quantité de métal précieux, ainsi que la mise en œuvre de la frappe par un organisme spécialisé.

Le système du bimétallisme évoluera vers la seconde moitié du XIXe siècle vers le monométallisme du fait des rapports entre le métal monnaie et le métal marchandise. En effet, les pièces du métal le plus apprécié sur le marché furent l'objet de spéculation (le cours des métaux précieux fut largement influencé par la découverte des mines d'or et d'argent) et de thésaurisation grâce aux possibilités

de transformation. Ainsi, si l'argent se déprécie par rapport à l'or sur le marché, ce dernier sera thésaurisé.

Dès le début du 19^e, on assiste une rivalité entre les deux métaux marqués par le triomphe du monométallisme or qui s'est instauré en Grande-Bretagne, puis en Allemagne et aux États-Unis, et en France en 1876. Ce phénomène est plus connu sous le nom de Loi de Gresham : *«Lorsque deux monnaies circulent dans un pays, la mauvaise a tendance à chasser la bonne »*.

Comment expliquer ce phénomène ? Considérons un agent qui reçoit deux pièces d'or censées avoir la même valeur monétaire. La première est composée d'or pur alors que la seconde est composée de 50% d'or pur et de 50% d'argent. Chaque pièce possède officiellement le même pouvoir d'achat. Cependant, la seconde à moins de valeur que la première, et cela est parfaitement connue. Si ces deux monnaies circulent en même temps, les agents économiques vont garder la monnaie composée entièrement d'or pur et utiliser l'autre pour le règlement de leurs transactions.

À la veille de la Première Guerre mondiale, le système monétaire international dit de l'étalon-or sous l'égide de l'Angleterre a régné, c'est-à-dire il a été réglementé par la politique monétaire et les interventions de la Banque d'Angleterre. Toutes les monnaies sont alors définies en un poids d'or et les taux de change entre elles sont donc des rapports de quantités physiques d'or. Malgré quelques expériences, la Première Guerre mondiale est marquée par l'abandon des mécanismes de l'étalon-or. Cette suspension s'explique principalement par le développement d'autres formes de monnaie et de crédit lié aux nécessités des dépenses de guerre et de l'impossibilité de satisfaire aux exigences de convertibilité en métal de ces instruments.

La crise de 1929 et ses suites contraindront l'ensemble des pays à abandonner toute convertibilité en or même en lingots. L'or ne jouera plus aucun rôle dans les paiements et toute référence à lui aura définitivement disparu au niveau international lorsque le dollar, seule monnaie encore définie en or, en sera détaché en 1971 avec la fin des Accords de Bretton Woods.

2. Monnaie papier, ou billets

La monnaie papier est acceptée en vertu de la confiance de son émetteur (d'où sa dénomination de monnaie fiduciaire). La mise au point de cet instrument monétaire s'est révélée relativement longue. Trois grandes étapes ont marqué l'évolution du billet de banque :

⇒ Dans l'Antiquité, puis au Moyen Âge, les particuliers déposent de l'or et de l'argent auprès de banquiers et reçoivent en contrepartie des billets représentatifs de ces dépôts. Le Billet est alors un certificat représentatif d'un dépôt de métal précieux et utilisé pour effectuer des règlements. À ce stade, le billet ne constitue pas pour autant une véritable monnaie.

⇒ Il faut attendre le XVIIe siècle pour que le banquier suédois Palmstruck procède à une réelle création du billet de banque. En émettant un nombre de billets supérieur au nombre de dépôts de métal précieux, Palmstruck fait des billets une véritable monnaie s'ajoutant à la monnaie métallique. La circulation de cette nouvelle forme de monnaie repose avant tout sur la certitude de pouvoir convertir à tout moment les billets en métal. On parle alors de billet de banque convertible. Cette convertibilité du billet de banque fût favorisée par l'État (la loi), qui lui conféra cours légal (le billet ne pouvait être refusé en paiement par tous). C'est alors sur la loi que repose la confiance dans cette forme de monnaie.

⇒ À la suite d'événements tels que les guerres et les demandes massives de conversion des billets en métal précieux, l'État fut amené à prononcer le cours forcé des billets (il devenait impossible d'en obtenir le remboursement en pièces). Cette mesure mise en place temporairement par de nombreux pays devint définitive après la crise économique de 1929 et les nombreux chocs monétaires de cette fin de siècle. On parle alors de billets de banque inconvertible.

3. Monnaie scripturale ou monnaie banque

On appelle ainsi la forme de la monnaie consistant en une écriture dans les livres d'une banque sous la forme de l'ouverture d'un compte à un client donnant naissance à un dépôt qui est une reconnaissance de dette de la banque envers son titulaire, et qui circule, sert à payer ses créanciers, est transférée sur le compte d'un autre agent par l'intermédiaire d'instruments, comme les chèques, les ordres de virement et les cartes bancaires.

Il s'agit de pratiques très anciennes. Ainsi les Grecs et les Romains connaissaient les virements de même que les Arabes qui les utilisaient aux IXe et Xe siècles. Cependant, leur véritable expansion date du XIIe siècle grâce aux marchands italiens et flamands.

Les premières techniques dites « bancaires » apparaissent sous la forme de virements effectués à partir des comptes courants de marchands tenus par des banquiers-changeurs. Les transferts pouvaient s'opérer entre banques. Les règlements se faisaient par débits et crédits de comptes et des avances en comptes courants (découverts ou prêts gagés) étaient possibles. Les comptes étaient ouverts sans dépôt d'espèces préalables. Viendront ensuite les procédés de paiements à distance et lettres de change¹. Ces techniques présentent l'avantage de permettre de payer sur une autre place un exportateur étranger par exemple.

4. Monnaie électronique

La monnaie scripturale symbolise de nos jours une part très importante des moyens de règlement. La lettre de change et le billet à ordre sont cependant de moins en moins utilisés au profit d'autres instruments, comme le chèque² et la carte bancaire (la monnaie électronique)³. Ce dernier type de monnaie constitue une autre mutation en matière de modes de paiement qui correspond à l'ensemble des techniques informatiques, magnétiques et télématiques assurant le transfert de sommes d'un compte vers un autre sans recourir à un support papier. L'essor des NTIC (Internet) autorise l'évolution de ce que l'on appelle le porte-monnaie

¹ La lettre de change fut le type de reconnaissance de dette le plus répandu. Elle est apparue au XIVe siècle et devenue un outil indispensable du commerce et plus particulièrement du commerce international. Ce mécanisme permet le paiement à distance et met en relation plusieurs agents. À partir du XVIIIe siècle apparaît l'escompte. À cette occasion, ils ajoutent à leur fonction de participation aux mécanismes de paiements celle de faire des crédits. La Banque achète alors la traite à son client et lui remet en échange des espèces ou des billets. Cette opération l'oblige à détenir des réserves. Ce sera un facteur de développement d'une autre activité caractéristique des banques; celle de recevoir des dépôts du public.

² Le chèque est un ordre de paiement écrit adressé à sa banque (le tiré) que le payeur (le tireur) remet au bénéficiaire. Celui-ci peut se faire payer auprès de la banque du tiré directement ou le remettre à sa propre banque pour créditer son compte. Ainsi un dépôt bancaire (une dette du tiré) sera transféré du compte du payeur vers le compte du bénéficiaire.

³ La carte bancaire est l'instrument le plus dématérialisé. Lors du paiement, les coordonnées bancaires du payeur sont saisies par lecture d'une piste magnétique de sa carte. Elles offriront le pouvoir automatique de débiter son compte et de créditer le bénéficiaire de façon immédiate ou différée selon le type de contrat qui lie la banque et le détenteur de la carte. Il existe des formes élaborées qui permettent des opérations encore plus rapides, plus sûres et plus anonymes. Ainsi un code secret peut être joint à la carte qui est composée par le payeur rendant le débit immédiat. Les cartes à puces sont des cartes bancaires possédant un ordinateur miniaturisé permettant de stocker des informations sur un compte bancaire et de le débiter très rapidement. On parle également de monnaie électronique.

électronique. Ce système repose sur un chargement, par un émetteur, d'unités électroniques sur le microprocesseur d'une carte contre le débit du compte du porteur.

C. MESURES DE LA MONNAIE

Les mesures de la monnaie reposent sur la constitution d'agrégats qui tiennent une place importante tant pour la connaissance du comportement financier des agents économiques que pour la définition et la conduite de la politique monétaire.

1. Définition des agrégats monétaires

L'agrégat monétaire est défini comme une mesure comptable de la monnaie en circulation (encore appelée la masse monétaire). La monnaie utilisée pour des opérations entre agents financiers n'en fait donc pas partie comme les actions et les obligations.

La masse monétaire peut être définie comme la quantité de monnaie en circulation dans une économie. Elle regroupe l'ensemble des avoirs économiques détenus par les agents économiques non financiers (AENF). Ce qui implique que la banque centrale doit la définir avec précision pour l'élaboration de la politique monétaire.

Il existe 4 agrégats monétaires (M1, M2, M3, M4) et 3 agrégats de placements (P1, P2, P3).

- M1 : la monnaie fiduciaire (billets de banque et pièces de monnaie) et la monnaie scripturale qui se compose de soldes créditeurs détenus par les clients sur leurs comptes bancaires à vue ;
- M2 s'ajoute à M1, les dépôts à court terme d'une durée inférieure ou égale à deux ans et les dépôts assortis d'un préavis de remboursement inférieur ou égal à trois mois ;
- M3 comprend, en outre, les titres d'organismes de placements collectifs de valeurs mobilières (OPCVM) monétaires et les titres de créances de durée initiale inférieure à deux ans émis par les institutions financières monétaires (IFM), titres négociables assimilés à des dépôts du fait de leur faible volatilité ;
- M4 regroupe, en plus de M3, les titres du marché monétaire émis par les agents non financiers : bons du Trésor, billets de trésorerie et bons à moyen terme négociables émis par les entreprises.

- P1 sont les formes d'épargne contractuelle. Il rassemble des placements stables par vocation et non négociables sur un marché. Par exemple, livrets d'épargne, épargne contractuelle, réserves d'assurances, plan d'épargne populaire, plan d'épargne logement, OPCVM garantit ;

- P2 sont les obligations et les parts de SICAV obligataires détenues par les agents non financiers. Par exemple, obligations, OPCVM obligations, placements d'assurance-vie.

- P3 sont les obligations et les parts de SICAV actions détenues par les agents non financiers. Par exemple, OPCVM d'actions, OPCVM diversifiés.

2. Utilisation des agrégats monétaires

Sachant que les agrégats ont pour objet de préciser les comportements monétaires et financiers des agents économiques, l'important est de connaître leurs évolutions. Un des objectifs prioritaires de la politique économique et plus particulièrement de la politique monétaire est la lutte contre l'inflation.

Certains théoriciens (classiques) ont avancé qu'il existait une relation positive entre la croissance de la masse monétaire et la hausse des prix (de nombreux constats empiriques sont venus confirmer cette thèse). C'est pourquoi la banque centrale surveille l'évolution de l'agrégat M3 et s'en sert comme indicateur avancé du taux d'inflation. L'évolution de la structure de la masse monétaire reflète les changements de comportement des agents face aux actifs financiers.

